



Inde 330 millions de personnes souffrent de la sécheresse *Page B 7*



Musée Le MNBAQ fait sa cour à New York *Page B 9*

ÉCONOMIE

CAHIER B • LE DEVOIR • LE JEUDI 21 AVRIL 2016

PERSPECTIVES

Et l'intérêt national?

GÉRARD BÉRUBÉ

Drôle de réaction de Québec à cette sortie d'Alain Bouchard. En quoi une erreur de jugement commise il y a 20 ans, alimentant aujourd'hui les tiraillements d'actionnaires sur une problématique de succession familiale, serait-elle d'intérêt national?

Achat de Rona par Lowe's, de St-Hubert par Cara... Evoquer publiquement la vente de Couche-Tard relève d'un opportunisme circonstanciel venant d'un entrepreneur pourtant prompt à dénoncer l'interventionnisme de l'État et la trop grande soumission du gouvernement québécois aux groupes de pression. Cette menace d'une hypothétique perte d'un autre siège social dans cinq ans, brandie par un spécialiste des acquisitions hors Québec, ne peut qu'alimenter une sympathie politique également de circonstance. Et comme si, dans l'éventualité, l'acquéreur serait étranger.

Dans une réaction à chaud, on peut comprendre cette sensibilité du gouvernement québécois venu aussitôt offrir son aide en réponse aux craintes d'Alain Bouchard, président exécutif du conseil d'Alimentation Couche-Tard, manifestées à *La Presse*. Il aurait pu, du même souffle, renvoyer le fondateur de Couche-Tard à ses devoirs, lui qui a manqué de conviction l'an dernier. Les quatre fondateurs de Couche-Tard se sont alors heurtés à des actionnaires institutionnels torontois réfractaires au maintien du statut à vote multiple des actions de contrôle de l'entreprise.

Dans le contexte de l'assemblée annuelle des actionnaires du 21 septembre 2015, l'entreprise avait retiré à la dernière minute sa proposition visant à prolonger le statut des dix droits de vote par action de catégorie A dont ils profitent. L'aval d'au moins les deux tiers des détenteurs d'actions subalternes n'était pas acquis.

Les amendements proposent d'éliminer la clause crépusculaire de suppression automatique de la structure à double catégorie d'actions lorsque le plus jeune des quatre fondateurs atteint l'âge de 65 ans (ou avant en cas de décès). Ici, l'échéance est décembre 2021. Il est proposé de maintenir la structure jusqu'à la date à laquelle Couche-Tard ne compte plus de fondateurs parmi ses administrateurs ou, si elle est antérieure, la date à laquelle les fondateurs ou les membres de leur famille cessent de détenir collectivement plus de 50% des droits de vote.

Erreur de jeunesse

En clair, les fondateurs veulent conserver le contrôle, qui prend la forme de l'exercice de plus de 60% des droits de vote avec 22,7% des actions émises et en circulation.

Cette clause d'extinction a été introduite en 1995, soit neuf ans après le premier appel public à l'épargne de Couche-Tard. Une « erreur » de jeunesse, nous dit aujourd'hui Alain Bouchard. L'an dernier, il plaidait la continuité et la capacité démontrée des fondateurs à créer de la valeur. Cette fois, c'est une affaire de succession familiale. Et devant la résistance persistante, il n'entend pas revenir avec sa proposition lors de la prochaine assemblée.

Pourtant, et le directeur général de l'Institut sur la gouvernance (IGOPP), Michel Nadeau, le rappelait encore mercredi, les mentalités changent quant à la présence d'actions à droit de vote multiple. C'est aussi le cas sur la très conservatrice Bay Street, même si la famille Beaudoin-Bombardier goûte encore à la médecine du ratio de droits de vote optimal. Il n'y a pas qu'au Québec où la formule affiche des résultats probants. Empire, Sobeys, Canadian Tire... Les grands actionnaires, comme la Coalition canadienne pour une bonne gouvernance, reconnaissent l'importance de la présence d'un actionnaire de référence.

Alain Bouchard n'a donc pas à abdiquer aussi facilement. D'autant qu'un des actionnaires les plus réticents — Fidelity Management, disait-on l'an dernier — revendique 12,1% des actions classe B. Il est vrai cependant que peut s'ajouter à la résistance la concentration du vote par procuration. D'autant, aussi, que les fondateurs n'ont plus à démontrer leur capacité à créer de la valeur. Et que la proposition de l'an dernier a été modifiée à quelques reprises déjà. Alain Bouchard attribuait l'échec de l'an dernier au peu de temps pour bien expliquer sa proposition avant l'assemblée. Ne lui reste-t-il pas encore cinq ans?

Une affaire d'actionnaires, donc, ayant pour cœur un bloc minoritaire de 22,7% composé d'actions d'un *success-story* pouvant aspirer au titre de fleuron québécois, mais pas nécessairement à celui de joueur systémique pour l'économie du Québec. Comme Rona, Provigo, Alcan...



FRANCK GUNN LA PRESSE CANADIENNE

Hydro-Québec veut profiter du fait que l'Ontario doit rénover ses centrales nucléaires, dont celle de Darlington (notre photo), pour signer avec la province voisine un contrat d'approvisionnement à long terme.

VENTE D'ÉLECTRICITÉ

Québec espère une réponse rapide

L'Ontario doit rénover ses centrales nucléaires, ce qui fait de lui un client potentiel particulièrement intéressant pour Hydro-Québec

FRANÇOIS DESJARDINS

Annoncées en grand au mois de septembre 2015, les discussions portant sur une entente à long terme pour exporter le courant d'Hydro-Québec vers l'Ontario ont souffert de retards mais pourraient connaître un dénouement relativement rapide, estime le ministre des Ressources naturelles.

« Nous espérons avoir des résultats concrets d'ici quelques mois sur cette négociation », a dit le ministre Pierre Arcand, interrogé à ce sujet lors de l'étude de crédits 2016-2017 à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles. Le minis-

tre ontarien de l'Énergie, Bob Chiarelli, s'est rendu à Québec la semaine dernière.

Les pourparlers, a précisé M. Arcand, ont été quelque peu freinés par les analyses que l'Ontario doit effectuer dans le cadre de son adhésion au marché du carbone et de la manière d'atteindre ses objectifs en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES).

L'Ontario et le Québec — qui cherche à réduire son surplus d'électricité — se sont déjà entendus l'an dernier sur des échanges sur une base saisonnière, ce qui répondrait aux besoins de l'Ontario pendant les chauds mois d'été et à ceux du Québec au plus froid de l'hiver.

« Les négociations vont bien. L'occasion qui se présente, c'est que le Québec pourrait fournir, d'ici 2032, de l'électricité sur une base permanente à l'Ontario au moment où l'Ontario est en train de faire la rénovation de ses centrales nucléaires », a dit le ministre. L'échange d'électricité se ferait sur les lignes actuelles, sur une « base plus permanente et contractuelle ».

Ces lignes ont une capacité d'exportation de 2700 MW, selon les documents d'Hydro-Québec, comparativement à 1999 MW vers l'État de New York, 2275 MW vers la Nouvelle-Angleterre et 1029 MW vers le Nouveau-Brunswick.

VOIR PAGE B 2 : QUÉBEC



MONTAGE LE DEVOIR

BOMBARDIER

La demande semble plus forte pour le... CS500

Des transporteurs ont manifesté depuis des années leur intérêt pour une version plus allongée

ÉRIC DESROSIERS

Déjà serré financièrement en plus d'être aux prises avec un succès de vente qui se fait attendre pour les deux versions de sa nouvelle famille d'avions commerciaux CSeries, Bombardier se fait maintenant dire qu'il ferait bien de mettre au point une troisième version plus grosse.

Alors que tout le monde est dans l'attente de la décision de la compagnie aérienne américaine Delta de passer ou non une commande importante d'avions de la CSeries, le *Globe and Mail* a rapporté mercredi que la compagnie québécoise aurait déjà pu lui en vendre une centaine en 2011 si elle avait eu une version un peu plus grosse de ses appareils à lui offrir. À la place, le contrat est allé au concurrent Boeing, a expliqué au quotidien torontois une source

proche à l'époque des négociations.

Bombardier pourrait encore aujourd'hui vendre plus d'avions à Delta si sa famille CSeries était plus étendue vers le haut, a analysé le journal. La compagnie britannique British Airways aurait aussi demandé à l'avionneur montréalais des appareils plus gros. Déjà cliente de la CSeries, la compagnie Swiss avait déjà indiqué en 2013 qu'elle serait aussi intéressée par des appareils de plus grande capacité.

L'intérêt des grandes familles

Ces discussions sur la taille optimale des appareils CSeries ne sont pas nouvelles. Ayant jusque-là une expertise dans les jets régionaux de 50 à 100 places et ne voulant pas trop défier ouvertement avec sa CSeries les deux géants Airbus et Boeing, Bombardier a décidé d'en of-

fir deux versions: le CS100, de 108 à 133 sièges, et le CS300, de 130 à 160 sièges.

« Pour un transporteur, il y a un grand intérêt à avoir une famille d'appareils qui couvre un large éventail de configurations », a rappelé mercredi au *Devoir* Mehran Ebrahimi, professeur et directeur du Groupe d'étude en management des entreprises de l'aéronautique (GEME Aéro) de l'UQAM. Comme tous ces appareils restent très similaires, cela permet notamment des économies en matière de souplesse d'utilisation et de formation du personnel, d'entretien des appareils et d'inventaire de pièces de rechange. « Comme Bombardier a sans doute plus de mal aujourd'hui, avec l'effondrement des prix de l'essence, à faire valoir les économies de consommation de ses

VOIR PAGE B 2 : BOMBARDIER

ÉCONOMIE

Mitsubishi Motors, la culture du mensonge

Le constructeur automobile japonais avoue avoir faussé les résultats de tests

ANNE BEADE

à Tokyo

Le constructeur d'automobiles japonais Mitsubishi Motors a avoué mercredi avoir « manipulé des tests pour présenter de meilleurs rendements énergétiques », une fraude qui concerne au moins 625 000 véhicules vendus au Japon mais l'enquête va s'étendre à l'étranger.

Quatre modèles de minivéhicules (cylindrées de moins de 660 cm³), une catégorie populaire dans l'archipel, sont en cause, dont 468 000 unités fabriquées pour son compatriote Nissan (Dayz et Dayz Rook).

Cette annonce survient alors que le géant allemand Volkswagen est aux prises avec une retentissante affaire de moteurs truqués. « Il semble que les comportements douteux ne soient pas limités à Volkswagen », a commenté Joe Rundle, analyste chez ETX Capital. « Les révélations explosives de Mitsubishi posent la question d'un scandale bien plus large. »

« Nous exprimons nos excuses les plus profondes à tous nos clients et autres parties affectées », a déclaré le patron du groupe japonais, Tetsuro Aikawa, lors d'une conférence de presse au ministère des Transports.

Le constructeur a joué sur les chiffres relatifs aux pneus, affichant ainsi des performances de consommation de carburant supérieures de 5 à 10 % à la réalité, ont précisé des médias. « Notre client Nissan a découvert des écarts entre les chiffres fournis et ceux constatés et nous a demandé de revoir nos valeurs », a expliqué Mitsubishi Motors dans un communiqué. Nous avons décidé d'arrêter la production et les ventes des modèles en cause », a-t-il ajouté, précisant que Nissan avait fait de même.

Le groupe de Carlos Ghosn a confirmé cette version dans une déclaration distincte. « Nous avons aussitôt porté ces divergences à l'attention de Mitsubishi, qui est responsable du développement et de l'homologation des véhicules. En réponse à notre requête, il a admis avoir manipulé intentionnellement les données. Aujourd'hui,

nous ne prévoyons pas de revoir notre collaboration » avec Mitsubishi Motors, a toutefois assuré Nissan.

Si la société de la galaxie Mitsubishi affiche désormais une santé plutôt bonne, elle a frôlé la faillite il y a une douzaine d'années, à la suite d'un scandale de camouflage de défauts en infraction à la loi sur les rappels. L'affaire, grandement médiatisée, avait fait vaciller l'entreprise et valser ses dirigeants. Connu pour ses 4x4 Outlander et Pajero, Mitsubishi Motors Corporation (MMC) écoule environ un million de véhicules par an. Pour l'ensemble de l'année close fin mars 2016, la société vise un chiffre d'affaires de 2260 milliards de yens (26 milliards \$CAN).

Son patron a d'ores et déjà prévenu : « Ce n'est pas un problème simple. Nous avons besoin de temps [pour évaluer l'impact sur les résultats], mais une chose est sûre, les dommages seront importants », a-t-il dit. L'enquête interne a révélé que « la méthode de tests utilisée, non conforme aux exigences de la loi japonaise, a été appliquée à d'autres modèles pro-

duits par MMC pour le marché japonais ».

« Eu égard à la gravité de ces questions, nous allons aussi mener des investigations relatives aux produits fabriqués pour les marchés étrangers », avec l'aide d'un « comité composé uniquement d'experts externes », a indiqué le groupe.

L'affaire rappelle le scandale qui a éclaté chez Volkswagen en septembre dernier. Le colosse allemand a admis avoir installé dans 11 millions de ses véhicules dans le monde un logiciel capable de falsifier les valeurs d'émissions polluantes des moteurs diesel. Il risque des dizaines de milliards d'euros d'amendes et de dommages et intérêts. « Il se pourrait que ce soit différent du problème Volkswagen, mais le marché est devenu très sensible à ce genre de nouvelles », a relevé pour l'agence Bloomberg Seiji Sugiura, analyste au centre de recherche Tokai à Tokyo. « C'est mauvais pour l'image de la compagnie, d'autant plus que ce n'est pas la première fois que Mitsubishi a ce genre de problèmes. »

Agence France-Presse

MARCHÉS BOURSISERS



Titre	Symbole	Fermature	Variation (\$)	(%)	Volume (000)
LES INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO					
S&P TSX	SPTT	13911.29	44.01	0.32	302420
S&P TX20	TX20	566.43	-0.12	-0.02	142200
S&P TX60	TX60	815.29	3.37	0.42	154083
S&P TX60 Cap.	TX6C	901.55	3.73	0.42	154083
Cons. de base	TTCS	512.55	5.53	1.09	4762
Cons. discrét.	TTCD	167.35	1.28	0.77	8888
Énergie	TTEN	184.02	0.53	0.29	83823
Finance	TTFS	249.03	2.12	0.86	26730
Aurifère	TTGD	202.10	-4.31	-2.09	81700
Santé	THHC	94.49	0.11	0.12	3834
Tech. de l'info	TTTK	53.37	0.00	0.00	6514
Industrie	TTIN	178.12	0.49	0.28	18315
Matériaux	TTMT	218.35	-2.02	-0.92	125215
Immobilier	TTRE	285.95	-0.54	-0.19	6356
Télécoms	TTTS	140.58	-0.17	-0.12	3627
Sev. collect.	TTUT	223.94	-1.67	-0.74	6646
Métaux/minerals	TTMN	533.86	6.22	1.18	40647

TSX CROISSANCE					
TSX Venture	JX	654.25	4.93	0.76	114627
ENTREPRISES DE CONSOMMATION DISCRÉTIONNAIRE					
Alim. Couche-Tard	ATD.B	58.08	0.09	0.16	876
Canadian-Tire	CTC.A	138.89	4.49	3.34	307
Cogeco	CCA	64.36	-0.21	-0.33	118
Corus	CJR.B	11.71	-0.01	-0.09	346
Groupe TVA	TVA.B	4.00	-0.09	-2.20	1
Jean Coutu	PJC.A	21.17	0.45	2.17	209
Loblav	L	70.58	0.07	0.10	910
Magna	MG	54.87	1.20	2.24	1381
Metro	MRU	43.05	1.05	2.50	760
Quebecor	QBR.B	32.72	-0.44	-1.33	266
Rona	RON	23.78	-0.03	-0.13	192
Saputo	SAP	40.72	1.39	3.53	718
Shaw	SJR.B	23.49	0.07	0.30	880
Dollarama	DOL	90.85	0.20	0.22	288
Tim Hortons	THI	99.00	0.00	0.00	0
Transat A.T.	TRZ	8.42	-0.05	-0.59	46
Yellow Media	Y	21.11	-0.06	-0.28	26

ÉNERGIE					
Cameco	CCO	16.16	-0.14	-0.86	888
Canadian Natural	CNQ	38.11	0.03	0.08	2456
Canadian Oil Sands	COS	9.93	0.00	0.00	0
Enbridge	ENB	53.53	-0.03	-0.06	1248
EnCan	ECA	9.10	0.13	1.45	8510
Enerplus	ERF	6.57	-0.10	-1.50	2380
Pengrowth Energy	PGF	1.73	0.03	1.76	1861
Pétrolière Impériale	IMO	41.13	0.10	0.24	1226
Suncor Energy	SU	36.53	-0.61	-1.64	4619
Enovus Energy	CVE	18.56	0.59	3.28	3669
TransCanada	TRP	51.72	0.18	0.35	1487
Valener	VNR	21.71	-0.02	-0.09	87

FINANCIÈRES					
B. CIBC	CM	100.71	0.94	0.94	1025
B. de Montréal	BMO	82.00	0.35	0.43	1175
B. Laurentienne	LB	50.72	1.88	3.85	194
B. Nationale	NA	45.56	0.42	0.93	1276
B. Royale	RY	78.72	0.38	0.49	2747
B. Scotia	BNS	65.23	0.90	1.40	3357
B. TD	TD	56.40	0.49	0.88	2967
Brookfield Asset	BAM.A	43.32	0.21	0.49	1055
Cominar Real	CUF.UN	17.44	-0.06	-0.34	316
Corp. Fin. Power	PWF	32.74	0.38	1.17	382
Fin. Manuvie	MFC	19.13	0.52	2.79	4454
Fin. Sun Life	SLF	42.99	0.10	0.23	1366
Great-West Lifeco	GWO	36.08	0.20	0.56	287
Industrielle All.	IAG	41.12	0.97	2.42	151
Power Corporation	POW	30.55	0.21	0.69	504
TMX	X	50.64	-0.57	-1.11	42

INDUSTRIELLES					
Air Canada	AC	8.88	0.10	1.14	1384
Bombardier	BBD.B	1.74	0.09	5.45	10913
CAE	CAE	14.82	0.11	0.75	334
Canadien Pacifique	CP	188.57	-1.38	-0.73	744
Chemin de fer CN	CNR	81.76	0.34	0.42	1389
SNC-Lavalin	SNC	47.84	0.62	1.31	220
Transcontinental	TCLA	20.30	-0.16	-0.78	161
TransForce	TFI	22.42	-0.48	-2.10	404

ENTREPRISES DE MATÉRIAUX					
Agrium	AGU	110.03	-0.24	-0.22	381
Barrick Gold	ABX	20.06	-0.64	-3.09	5795
Goldcorp	G	21.57	-0.43	-1.95	5104
Kinross Gold	K	5.71	-0.11	-1.89	9432
Mines Agnico-Eagle	AEM	51.61	-0.95	-1.81	1055
Potash	POT	22.73	0.01	0.04	2483
Teck Resources	TCK.B	13.95	0.61	4.57	18194

SERVICES PUBLICS					
Fortis	FTS	39.43	-0.74	-1.84	1261
TransAlta	TA	6.33	0.02	0.32	837
TECHNOLOGIE					
BlackBerry	BB	9.15	0.22	2.46	1448
CGI	GIB.A	62.13	0.50	0.81	619
TÉLÉCOMMUNICATIONS					
BCE	BCE	59.58	-0.07	-0.12	892
Manitoba Telecom	MBT	32.55	0.04	0.12	222
Rogers	RCL.B	49.32	0.05	0.10	1017
Telus	T	40.02	-0.23	-0.57	1496
FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE					
iShares DEX	XBB	31.74	0.00	0.00	85
iShares MSCI	XEM	24.95	-0.14	-0.56	9
iShares MSCI EMU	EZU	33.12	0.00	0.00	0
iShares S&P 500	XSP	24.15	0.04	0.17	280
iShares S&P/TSX	XIC	22.05	0.07	0.32	95

LES PLUS ACTIFS DE LA BOURSE DE TORONTO					
TECK COMINCO CL B	TCK.B	13.95	0.61	4.57	18194
EMERA INC	EMA.IR	44.75	-0.35	-0.78	12874
FIRST QUANTUM	FM	8.89	0.06	0.68	11633
KINROSS GOLD CORP	K	5.71	-0.11	-1.89	9432
BAYTEX ENERGY CORP	BTE	6.04	0.15	2.55	9257
ALGONQUIN POWER & UTILITIES	AQN.IR	35.00	-0.25	-0.71	9022
ENCANA CORP	ECA	9.10	0.13	1.45	8510
YAMANA RES INC	YRI	5.43	-0.15	-2.69	6191
BARRICK GOLD CORP	ABX	20.06	-0.64	-3.09	5795
CRESCENT POINT ENERGY	CPG	21.24	0.16	0.76	5376

LES GAGNANTS EN %					
DOMINION DIAMOND	DDC	15.30	1.10	7.75	534
NORTH AMERICAN ENERGY	FFN	6.39	0.40	6.68	168
GIBSON ENERGY INC	GEI	18.40	0.88	5.02	550
NIKO RESOURCES LTD	NKO.NT	11.55	0.55	5.00	140
CANADIAN WESTERN	CWB	28.90	1.37	4.98	1222
AUTOCANADA INC	ACQ	20.90	0.93	4.66	144
TECK COMINCO CL B	TCK.B	13.95	0.61	4.57	18194
MAJOR DRILLING	MDI	8.01	0.33	4.30	248
NUVISTA ENERGY LTD	NVA	5.12	0.20	4.07	547
PRAIRIESKY ROYALTY	PSK	26.02	0.99	3.96	1362

LES PERDANTS EN %					
HB NYMEX CL BEAR	HOD	14.67	-0.96	-6.14	4409
WEST FRASER TIMBER	WFT	41.74	-2.66	-5.99	857
GUYANA GOLDFIELDS	GUY	6.13	-0.34	-5.26	794
DH CORP	DH	38.30	-1.83	-4.56	413
PASON SYSTEMS INC	PSI	17.91	-0.85	-4.53	285
INTERFOR CORP	IFP	12.00	-0.53	-4.23	518
NOVAGOLD RESOURCES	NG	7.49	-0.33	-4.22	451
S&P TSX GLOBAL	HGU	37.01	-1.62	-4.19	359
KIRKLAND LAKE GOLD	KGI	8.22	-0.33	-3.86	985
AMALCO CL A	AGI	7.83	-0.30	-3.69	1306

LES GAGNANTS EN \$					
CANADIAN TIRE CORP	CTC.A	138.89	4.49	3.34	307
LAURENTIAN BANK OF CANADA	LB	50.72	1.88	3.85	194
WESTON GEORGE LTD	WN	113.47	1.59	1.42	124
SAPUTO INC	SAP	40.72	1.39	3.53	718
CANADIAN WESTERN	CWB	28.90	1.37	4.98	1222
AGT FOOD & AGRI	AGT	40.50	1.26	3.21	177
MAGNA INTL INC	MG	54.87	1.20	2.24	1381
DOMINION DIAMOND	DDC	15.30	1.10	7.75	534
METRO INC	MRU	43.05	1.05	2.50	760
HOME CAPITAL GROUP	HCG	39.60	1.01	2.62	622

LES PERDANTS EN \$					
WEST FRASER TIMBER	WFT	41.74	-2.66	-5.99	857
DH CORP	DH	38.30	-1.83	-4.56	413
S&P TSX GLOBAL	HGU	37.01	-1.62	-4.19	359
CANADIAN PACIFIC	CP	188.57	-1.38	-0.73	744
CINEPLEX INC	CGX	50.35	-1.03	-2.00	143
INTACT FINANCIAL	IFC	91.49	-1.00	-1.08	227
HB NYMEX CL BEAR	HOD	14.67	-0.96	-6.14	4409
AGNICO EAGLE MINES	AEM	51.61	-0.95	-1.81	1055
PASON SYSTEMS INC	PSI	17.91	-0.85	-4.53	285
CONCORDIA HEALTH	CXR	30.86	-0.79	-2.50	482

Consultez toutes les cotes boursières sur www.decisionplus.com

INDICES QUÉBÉCOIS				
Indice	Fermature	var. pts	var. %	
IQ30	2235,78	+18,99	+0,86	
IQ120	2263,44	+13,44	+0,60	

De nouveaux vols pour Air Canada rouge l'hiver prochain

Prévoyant déjà un été chaud, Air Canada rouge lancera quatre nouveaux services saisonniers l'hiver prochain. La moitié partira de Montréal.

Les nouveaux vols sans escale d'Air Canada rouge se feront entre Montréal et Puerto Vallarta (Mexique), Montréal et San José (Costa Rica), Toronto et Palm Springs (Californie), Toronto et Port of Spain (Trinité-et-Tobago). « L'horaire des vols est établi de manière à optimiser les correspondances pour les voyageurs de partout au Québec et dans l'Est canadien qui cherchent à fuir l'hiver canadien », a affirmé Benjamin Smith, président de la division Transporteurs de passagers d'Air Canada.

Montréal-Puerto Vallarta sera assuré trois fois par semaine (lundi, mercredi et vendredi), par un 767-300ER de Boeing de 282 places. Montréal-San José sera assuré deux fois par semaine (jeudi et dimanche), également sur les ailes d'un Boeing 767-300ER de 282 places.

En novembre dernier, Air Canada (et sa filiale à bas prix) annonçait un accroissement notable de ses capacités vers l'Europe cet été. Air Canada (et Air Canada rouge) entendait aug-

menter sa capacité transatlantique de 27 % l'été prochain, soit « 5000 places supplémentaires par semaine pour 12 villes en Europe et en Afrique du Nord : Paris, Londres, Bruxelles, Genève, Francfort, Lyon, Athènes, Barcelone, Nice, Rome, Venise et Casablanca, ainsi que pour Munich et Zurich par l'entrem

ÉCONOMIE

Power Corp. mêlé à l'affaire des Panama Papers

La société a été actionnaire d'une entreprise ayant bénéficié des services de la firme Mossack Fonseca

Radio-Canada a affirmé, mercredi, que Power Corporation a déjà été un actionnaire minoritaire d'une société chinoise qui a fait des affaires avec la fameuse firme Mossack Fonseca, dont on a parlé dans le dossier des Panama Papers.

L'émission *Enquête* de Radio-Canada a eu accès à des documents grâce à sa participation au Consortium international des journalistes d'enquête, qui a levé le voile sur cette histoire il y a plusieurs jours. La compagnie en question, CITIC Pacific, aurait fait incorporer plusieurs filiales dans des paradis fiscaux à partir du début des années 1990.

André Desmarais, dirigeant de Power Corporation, a siégé au conseil d'administration de CITIC Pacific de 1997 à 2014, a confirmé dans un courriel transmis à La Presse canadienne Stéphane Lemay, vice-président, chef du contentieux et secrétaire chez Power Corporation. M. Lemay y confirme également que Power Corporation a été actionnaire de CITIC Pacific de décembre 1997 à avril 2015. «*Power ne détient plus aucune action de CITIC*», écrit-il. Il souligne aussi que Power Corporation n'a jamais détenu plus de 7 % du capital-actions de cette entreprise. «*Power a toujours été un actionnaire minoritaire de CITIC Pacific*», écrit encore M. Lemay.

Lorsqu'il y a eu la fuite de documents émanant d'une source anonyme, la firme panaméenne d'avocats Mossack Fonseca avait affirmé que ses services respectaient les lois et règles en vigueur. Elle avait indiqué qu'il est légal pour des entreprises de créer des compagnies dans divers pays pour des raisons légitimes. De la même façon, Power Corporation répond qu'elle «*se conforme à toutes les lois et à la réglementation qui lui sont applicables, incluant les lois et traités fiscaux, de même que les obligations d'information continue qui s'appliquent aux sociétés publiques*».

La Presse canadienne

ACQUISITION

Un jour, ce sera notre tour, dit le président du CP

ROSS MAROWITS

Le projet de regroupement du Canadien Pacifique avec l'américaine Norfolk Southern est mort à cause d'un jeu d'influences politiques et d'un système qui fait en sorte que les dés sont pipés en défaveur des entreprises canadiennes, a estimé mercredi le chef de la direction du transporteur, Hunter Harrison.

«*Est-ce que c'est plus difficile pour nous ? Oui, en tant qu'entreprise canadienne*», a-t-il affirmé mercredi lors d'un entretien précédant l'assemblée annuelle des actionnaires du chemin de fer, à Toronto. «*Pouvons-nous surmonter [cet obstacle] ? Oui. C'est simplement un peu plus difficile*».

Le CP a abandonné, la semaine dernière, son projet de fusion après que les départements américains de la Justice et de la Défense eurent soulevé certaines inquiétudes à propos du regroupement. M. Harrison affirme qu'il savait que l'offre de prise de contrôle non sollicitée du CP pour créer le plus grand réseau de transport ferroviaire en Amérique du Nord était en difficulté lorsque plusieurs membres du Congrès américain ont écrit des lettres au sujet de leurs districts et de la fusion.

Malgré tout, le patron du CP est convaincu que le secteur du transport ferroviaire a besoin de se consolider pour régler les problèmes d'engorgement autour de Chicago, une plaque tournante des chemins de fer. «*À chacun son heure de gloire; une occasion finira par se présenter à nous*», a-t-il affirmé.

Le transporteur établi à Calgary a indiqué mercredi qu'il était toujours en voie de doubler son bénéfice d'ici 2018 ou 2019, après avoir traversé sans trop d'embûches un premier trimestre marqué par une faible économie. Le CP a haussé son dividende trimestriel de 43 %, et versera maintenant 50 ¢ par action, plutôt que 35 ¢.

Le bénéfice du premier trimestre du CP s'est chiffré à 540 millions, soit 3,51 \$ par action, comparativement à un bénéfice de 320 millions, ou 1,92 \$ par action, à la même période l'an dernier. Le profit ajusté, qui exclut les éléments non récurrents, s'est chiffré à 384 millions, ou 2,50 \$ par action, en regard de celui de 375 millions, ou 2,26 \$ par action, du premier trimestre de 2015. Les revenus trimestriels ont glissé à 1,59 milliard, par rapport à ceux de 1,67 milliard accumulés à la même période l'an dernier.

La Presse canadienne



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Couche-Tard sème l'émotion à Québec

Le gouvernement Couillard dit vouloir assurer la propriété québécoise de l'entreprise, mais sans dire quels sont les moyens à sa disposition

JULIEN ARSENAULT

Québec est prêt à aider le président du conseil exécutif d'Alimentation Couche-Tard, Alain Bouchard, afin d'éviter la vente d'un autre fleuron du « Québec inc. », sans toutefois aller jusqu'à préciser les moyens qui pourraient être mis de l'avant.

L'homme d'affaires a semé l'émotion en évoquant la vente de la société, au cours d'une entrevue avec La Presse +, si les actionnaires refusent de changer leur fusil d'épaule, ce qui entraînerait la fin des actions à droit de vote multiple en 2021. L'entreprise n'a pas rappelé La Presse canadienne.

Cette déclaration a eu des échos jusqu'à l'Assemblée nationale, mercredi, où le ministre des Finances, Carlos Leitão, a assuré que Québec serait «*toujours là*» si M. Bouchard avait besoin d'aide afin d'éviter que la multinationale se retrouve sous contrôle étranger. «*En tant que gouvernement, nous regardons cela attentivement*, a-t-il dit en mêlée de presse. *Si l'actionnaire de contrôle a besoin d'une aide [...] du gouvernement, nous sommes là.*»

Le dossier du maintien des sièges sociaux a considérablement pris de l'ampleur sur la colline parlementaire depuis la vente des fleurons Rona à Lowe's et, plus récemment, du Groupe St-Hubert à l'ontarienne Cara.

Une clause signée en 1995 prévoit la disparition des actions multivotantes une fois que tous les fondateurs d'Alimentation Couche-Tard auront atteint l'âge de 65 ans. Le plus jeune des quatre, Jacques d'Amours, fêtera son 65^e anniversaire en décembre 2021. Faute d'appuis, l'entreprise avait retiré à la dernière minute sa proposition visant à prolonger les modalités de ce statut lors de l'assemblée annuelle en septembre dernier. Au cours de l'entrevue à La Presse +, M. Bouchard, qui détient 38,9 % de ces actions de catégorie A, a estimé que des actionnaires torontois de l'entreprise étaient en grande partie responsables de ce blocage.

La Caisse de dépôt et placement du Québec, qui détient 26,9 millions d'actions de ca-



Alain Bouchard

tégorie B, ou 6,4 %, aurait voté pour la prolongation de la proposition.

De son côté, la ministre de l'Économie, Dominique Anglade, a estimé que les actions multivotantes étaient «*essentiell*es» pour le maintien de fleurons comme Couche-Tard et Bombardier sous contrôle québécois. Celle-ci n'a toutefois pas voulu dire précisément de quelle façon le gouvernement Couillard pourrait épauler l'entreprise. «*C'est au cas par cas*, a dit M^{me} Anglade. *Il faudrait s'asseoir avec les gros joueurs afin de prendre des décisions éclairées. Il faut trouver des formules pour garder le leadership au niveau québécois.*»

Le Parti québécois et la Coalition avenir Québec ont pour leur part plaidé pour le déploiement rapide de mesures concrètes pour s'assurer de conserver les sièges sociaux au Québec. Pour le chef péquiste, Pierre Karl Pélaudeau, la fenêtre de cinq ans avant la fin des actions à droit de vote multiple est suffisante pour agir. «*Encore faudrait-il que le gouvernement, qui, théoriquement, devrait être au pouvoir jusqu'en 2018, comprenne les tenants et aboutissants du marché financier*», a-t-il prévenu. Selon M. Pélaudeau, il existe plusieurs moyens, comme des conventions d'actionnaires, à la disposition du premier ministre, Philippe Couillard, qui, explore-t-il, ne les connaît pas.

Entre-temps, Investissement Québec, qui ne détient pas d'actions de Couche-Tard, a l'intention d'approcher l'entreprise, à un moment qui n'a pas été dévoilé, afin d'en savoir plus sur la problématique, a confirmé sa porte-parole, Chantal Corbeil. «*Il peut y avoir différentes formes d'aide*, a-t-elle expliqué. *Cela dépend des besoins. Dans ce cas-ci, c'est probablement de la participation.*»

M^{me} Corbeil a rappelé qu'Investissement Québec pouvait seulement être un partenaire minoritaire dans l'éventualité où une forme d'intervention serait envisagée.

À Ottawa, la ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Navdeep Bains, s'est montré très prudent dans ses commentaires, affirmant qu'il s'agissait à ce stade-ci d'un enjeu interne.

La Presse canadienne



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Carlos Leitão: «*Si l'actionnaire de contrôle a besoin d'une aide [...] du gouvernement, nous sommes là.*»



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Karl Pélaudeau: «*Encore faudrait-il que le gouvernement [...] comprenne les tenants et aboutissants du marché financier.*»

Metro ne changera pas sa stratégie commerciale

Un concurrent, IGA, diminuera les prix réguliers de 8500 articles de 5 à 7 %

JULIEN ARSENAULT

Les baisses de prix récemment annoncées par Sobeys dans ses 289 magasins IGA du Québec n'auront pas de suites chez Metro, du moins à court terme.

Si la direction de l'épicerie québécoise analysera la décision de son concurrent au cours des semaines à venir, elle n'a pas l'intention de modifier ses stratégies promotionnelles. «*Il y a actuellement plusieurs programmes à travers les bannières Metro qui proposent des offres quotidiennes*, a expliqué mercredi le président et chef de la direction de Metro, Éric La Flèche. *Nos promotions sont agressives.*»

Celui-ci était questionné à ce sujet lors d'une conférence téléphonique visant à discuter des résultats du deuxième trimestre de l'entreprise. Des ajustements seront apportés si nécessaire, a reconnu M. La Flèche, qui a expliqué que les prix de certains articles chez Metro avaient été revus à la baisse au cours de l'hiver dans le but de réduire l'écart avec les enseignes à rabais.

Au début du mois, Sobeys avait annoncé une baisse des prix de quelque 8500 articles oscillant entre 5 et 7 %, une stratégie à coût nul, dit

l'entreprise, qui a renégoциé avec ses fournisseurs en plus d'abandonner sa promotion du cadeau de la semaine. Selon certains analystes, Sobeys a agi de la sorte parce qu'il est le seul des trois grands joueurs à ne pas exploiter de bannière à bas prix, contrairement à Metro (Super C) et Loblaw (Maxi).

La renégociation d'ententes avec ses fournisseurs ne figure pas dans les plans de Metro, a laissé entendre son grand patron. «*Nous avons de bonnes relations avec eux. Les négociations varient selon les fournisseurs et les catégories. Nous avons notre propre stratégie et je crois qu'elle est efficace.*»

Médicaments

À l'instar du Groupe Jean Coutu, le dirigeant de Metro s'est opposé au projet de loi 81 devant permettre au gouvernement du Québec de lancer des appels d'offres pour l'achat de médicaments génériques. Néanmoins, cette mesure ne freinera pas les ambitions de l'entreprise québécoise, qui exploite 181 établissements Brunet, Brunet Plus et Brunet Clinique et Clini Plus à travers la province, à l'égard du secteur pharmaceutique. «*Il y a eu une commission parlementaire [sur le projet de loi] et nous ne pensons pas que cette mesure est*

la voie à suivre, a dit M. La Flèche. *Nous allons devoir attendre avant d'en savoir plus.*»

Quant au retard de neuf mois sur le déflafonnement complet des allocations professionnelles versées aux pharmaciens annoncé la semaine dernière, cette mesure n'a pas d'impact financier sur Metro, a dit son dirigeant.

Pour le trimestre terminé le 12 mars dernier, l'épicerie a vu ses profits nets bondir de 12 %, à 124,9 millions, ou 51 ¢ par action, alors que ses recettes ont été de 2,9 milliards, en progression de 6,5 %. «*Nous estimons qu'il s'agit d'un autre solide trimestre [...] ce qui devrait être bien reçu par les investisseurs*», a estimé l'analyste Peter Sklar, de BMO Marchés des capitaux, dans une note envoyée par courriel. Les ventes des magasins ouverts depuis au moins un an ont affiché une hausse de 5 %, par rapport à 4,5 % il y a un an.

La hausse de la valeur du panier d'épicerie a été de 3 % au cours du trimestre. Metro s'attend à ce que la pression à la hausse sur les prix s'atténue au cours des prochains trimestres, notamment parce que l'entreprise achètera davantage de produits locaux.

La Presse canadienne

ANDROID

Google abuse de sa position dominante

L'accusation de Bruxelles est tombée, le géant d'Internet dit se réjouir de pouvoir démontrer qu'Android est « bon pour la concurrence et pour les consommateurs »

CÉLINE LE PRIoux
à Bruxelles

La Commission européenne a lancé une nouvelle offensive mercredi contre le géant américain Google, avec cette fois dans son viseur le système d'exploitation Android, qui représente plus de 80% de parts du marché mondial des téléphones intelligents.

La Commission a adressé à Google une « communication des griefs » — sorte d'acte d'accusation en jargon bruxellois — concernant le système d'exploitation et les applications Android, après une enquête ouverte en avril 2015. « *Au stade actuel de notre enquête, nous pensons que par son comportement, Google prive les consommateurs d'un choix plus large d'applications et de services mobiles et que l'entreprise freine l'innovation émanant des autres acteurs, en violation des règles de concurrence de l'UE* », a expliqué la commissaire chargée de la politique de concurrence, Margrethe Vestager, lors d'une conférence de presse à Bruxelles.

À la suite de cette communication de griefs, Google peut désormais bâtir sa défense pour éviter une éventuelle sanction de la part de Bruxelles: une amende qui peut aller jusqu'à 10% du chiffre d'affaires annuel du groupe, soit 7,4 milliards de dollars (en se basant sur les chiffres de 2015). Selon les règles européennes, le groupe de Mountain View a désormais douze semaines pour répondre.

Cette nouvelle attaque de Bruxelles contre Google est un rude coup porté à l'une des activités les plus stratégiques du groupe, les terminaux mobiles s'imposant en effet comme la source future de ses revenus. Google a rejeté les accusations de la Commission, arguant qu'« *Android a aidé à promouvoir un écosystème remarquable et durable, ouvert à l'innovation. Nous nous réjouissons de pouvoir travailler avec la Commission européenne afin de prouver qu'Android est bon pour la concurrence et pour les consommateurs* », a simplement commenté Kent Walker, avocat de Google, dans un bref communiqué.

Parmi les plaignants, l'organisation Fair-Search — qui regroupe plusieurs entreprises et organisations, telles que Trip Advisor ou Nokia — a applaudi à l'offensive de la Commission européenne. « *C'est un pas décisif pour mettre fin aux pratiques abusives qui entourent Android* », s'est félicité Thomas Vinje, porte-parole de Fair-Search, dans un communiqué. Le moteur de recherche et portail russe Yandex, le plus utilisé par les russophones et qui fait également partie des plaignants, s'est aussi réjoui: « *Nous sommes certains que les progrès à venir dans cette affaire vont avoir une importance significative pour assurer une égalité des chances au niveau mondial et sur de nombreux marchés locaux.* »



JUSTIN SULLIVAN AGENCE FRANCE-PRESSE

C'est le deuxième acte d'accusation en un an que M^{me} Vestager envoie à Google. En avril 2015, la Commission européenne avait adressé une communication des griefs au géant américain pour abus de position dominante dans la recherche sur Internet. La commissaire danoise considérait que Google avantageait ou avait avantagé, dans ses pages de résultat, son propre service de comparaison de prix « Google Shopping » et son prédécesseur, « Google Product Search », par rapport aux services de comparaison de prix concurrents. Le géant américain avait contre-attaqué fin août en jugeant erronées les accusations du gendarme européen de la concurrence. La Commission n'a pas encore rendu de décision, qui pourrait là aussi se solder par une amende de 10% du

chiffre d'affaires.

M^{me} Vestager a rejeté en bloc les critiques sur un acharnement de la Commission européenne à l'encontre des entreprises américaines en matière de concurrence. « *Si la dominance est un abus, alors nous devons régler ce problème... C'est notre mission, peu importe la nationalité de l'entreprise ou de ses propriétaires* », a-t-elle rétorqué.

La nouvelle attaque de la Commission européenne contre Google survient au lendemain du classement sans suite par l'Autorité canadienne de la concurrence de son enquête contre le groupe américain, accusé de pratiques anticoncurrentielles dans la publicité en ligne.

Agence France-Presse

Des chiffres et des dates

Paris — Voici les principaux chiffres et grandes dates concernant le système d'exploitation Android de Google, qui équipe l'immense majorité des téléphones intelligents vendus dans le monde :

1,16 milliard. C'est le nombre de téléphones intelligents livrés en 2015 et équipés du système Android, selon le groupe de recherche Gartner. Ce chiffre colossal représente 82% du marché mondial des téléphones intelligents, très loin devant les 225 millions d'appareils fonctionnant avec le système iOS d'Apple.

1,37 milliard. C'est le nombre d'appareils avec Android qui devraient être vendus dans le monde en 2017, toujours selon Gartner. La part de marché mondial pour les smartphones équipés de ce système devrait ainsi grimper à 84%.

74,9 milliards. C'est le chiffre d'affaires en 2015 d'Alphabet, la maison-mère de Google. Le bénéfice net s'est lui élevé à 15,8 milliards.

2005 c'est l'année où Google a racheté Android, une jeune pousse cofondée deux ans plus tôt par l'ancien ingénieur d'Apple Andy Rubin pour concevoir des systèmes d'exploitation pour des téléphones mobiles. « *Nous sommes vraiment heureux de les avoir ici* », commentait alors un porte-parole de Google.

2008 C'est l'année où le premier système d'exploitation Android, version 1.0, a été mis sur le marché. Cette première version comportait déjà beaucoup de produits de Google que l'on retrouve sur les versions actuelles: une « boutique » pour acheter des applications, les contacts, les agendas, les cartes...

2009 C'est l'année de Cupcake, qui sera la première version du système portant le nom d'un dessert. Cupcake sera suivi par Donut, Eclair, Froyo, Gingerbread, Honeycomb, Ice Cream Sandwich, Jelly Bean, KitKat, Lollipop et, la dernière offre, Marshmallow.

« *Si la dominance est un abus, alors nous devons régler ce problème... C'est notre mission, peu importe la nationalité de l'entreprise ou de ses propriétaires.* »

Margrethe Vestager, commissaire européenne à la Concurrence

Les autres cibles numériques de l'Union européenne

FLORENCE DE MARIgnan
à Bruxelles

Avant Google, accusé mercredi par la Commission européenne d'abuser de sa position dominante avec son système d'exploitation Android, plusieurs autres géants du numérique comme Amazon, Microsoft, Apple ou Intel se sont retrouvés ces dernières années dans le collimateur de Bruxelles, certains ayant écopé de lourdes amendes.

La Commission européenne avait ouvert en avril 2015 son enquête pour déterminer si le géant américain enfreignait ou pas les règles européennes de concurrence avec son système d'exploitation Android installé sur plus de 80% des téléphones intelligents dans le monde.

En juin 2015, la Commission européenne a ouvert une enquête formelle concernant certaines pratiques commerciales d'Amazon en matière de distribution de livres numériques, soupçonnant le géant du Net de pratiques anticoncurrentielles. L'enquête concerne des contrats qui obligent les éditeurs à informer Amazon s'ils offrent des conditions plus favorables à ses concurrents et à lui accorder des conditions analogues.

Amazon est aussi au cœur d'un autre gros dossier de l'exécutif européen, celui des rescrits fiscaux (« *tax rulings* »). La Commission soupçonne le géant de la distribution sur Internet d'avoir bénéficié au Luxembourg d'un régime fiscal lui apportant des avantages indus. Plusieurs autres multinationales font également l'objet d'enquêtes dans ce dossier, comme Apple, Starbucks ou Fiat.

En mars 2013, la Commission européenne a infligé au géant américain des logiciels une amende de 561 millions d'euros pour ne pas avoir respecté ses engagements en matière de choix de navigateur pour son système d'exploitation Windows 7. La Commission, qui reprochait à Microsoft de biaiser la concurrence en incorporant systématiquement son propre logiciel, Internet Explorer, avait rendu juridiquement contraignants en 2009 les engagements proposés par l'entreprise américaine. Or, pendant 14 mois, entre mai 2011 et juillet 2012, Microsoft n'a pas intégré l'écran multichoix au Service Pack 1 de Windows 7.

Microsoft est l'entreprise la plus lourdement sanctionnée à ce jour par l'UE avec un montant total d'environ 2 milliards d'euros en moins d'une décennie. Elle avait en effet été condamnée en



JOSH EDELSON AGENCE FRANCE-PRESSE

Microsoft a dû verser des amendes totalisant environ 2 milliards en moins de 10 ans, faisant d'elle l'entreprise la plus lourdement sanctionnée par l'Union européenne.

2004 à payer 497 millions d'euros, puis en 2008 899 millions, ramenés ensuite à 860 millions, pour non-respect des règles de la concurrence.

Apple est actuellement dans la ligne de mire de Bruxelles qui l'accuse de bénéficier d'une fiscalité préférentielle en Irlande. Une enquête approfondie a été ouverte en juin 2014 et porte sur deux accords fiscaux entre le groupe américain et l'Irlande, remontant à 1991 et 2007, et assimilés à des aides d'Etat illégales.

La Commission a également enquêté à partir de fin 2011 sur des soupçons d'entente sur les prix de détail des livres numériques entre l'inventeur de l'iPad et cinq éditeurs internationaux. Les entreprises concernées ont proposé des remèdes qui ont répondu aux préoccupations du gendarme européen de la concurrence.

En mai 2009, après neuf ans d'enquête, le géant américain des puces informatiques Intel a écopé d'une amende de 1,06 milliard d'euros pour entrave à la concurrence, la plus forte amende jamais infligée par Bruxelles à une entreprise. Le poids lourd du secteur était accusé d'avoir abusé de sa position dominante entre 2002 et 2007 en mettant en œuvre une stratégie destinée à exclure du marché son seul concurrent sérieux, AMD. L'abus consistait notamment en des rabais accordés aux fabricants d'ordinateurs pour qu'ils achètent auprès d'Intel la quasi-totalité de leurs processeurs.

Agence France-Presse

Les Amis du Devoir vous invitent à rencontrer les artisans du journal à l'occasion de la

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Invités spéciaux

Brian Myles
Directeur du *Devoir*
Plaidoyer pour la presse indépendante ; qu'attend l'État pour la soutenir ?

Conférence animée par

Marie-Maude Denis
Animatrice et journaliste à l'émission *Enquête*

Josée Blanchette
Chroniqueuse au *Devoir*
L'audace, la meilleure amie de la liberté dans une presse en santé

Remise des prix

LE DEVOIR DE LA PRESSE ÉTUDIANTE

ENTRÉE GRATUITE > MERCREDI 4 MAI 2016 À 19 H
À la Société des arts technologiques, 1201 boulevard Saint-Laurent, métro Saint-Laurent

LES SPORTS



Didier Drogba à l'entraînement cette semaine

RYAN REMIORZ LA PRESSE CANADIENNE

SOCCER

Drogba retrouvera les partisans de l'Impact samedi

ALEXIS BÉLANGER-CHAMPAGNE

Ce sera le jour du retour du roi samedi au Stade Saputo. Après un hiver marqué par des doutes quant à son retour à Montréal, l'attaquant étoile Didier Drogba a commencé la campagne un peu en retrait pour éviter les surfaces artificielles, trop dures pour ses genoux. Il a été limité à deux matchs jusqu'ici cette saison, jouant pendant 20 minutes contre le FC à Dallas en mars et 40 minutes le week-end dernier face au Fire à Chicago. Il retrouvera donc les partisans de l'Impact de Montréal pour une première fois en 2016 samedi quand le Toronto FC sera de passage dans le cadre du match d'ouverture au Stade Saputo.

Il reste à savoir si ce sera comme substitut ou comme partant.

«C'est vrai que les 40 minutes ont fait du bien, mais vous avez peut-être remarqué qu'après 20 minutes, j'ai flanché un peu, a raconté Drogba

après un entraînement de l'équipe mercredi. Je manque encore de rythme, mais le meilleur moyen d'en prendre, c'est en jouant des matchs.»

«Je ne pense pas être capable de jouer les 90 minutes. Mais si j'obtiens le départ, je pourrais faire 60 ou 70 minutes. Tout va dépendre de comment vont mes jambes», a ajouté l'Ivoirien de 38 ans.

Drogba a aussi rappelé que la décision finale reviendra à son entraîneur, Mauro Biello.

«C'est une option pour moi de l'envoyer comme partant», s'est contenté de dire Biello sans vouloir dévoiler sa main. «C'est une évolution de son travail. Il a eu 40 bonnes minutes [à Chicago]. Il est content de réintégrer le groupe, de travailler, de s'exprimer.»

L'équipe d'abord

Malgré son utilisation limitée depuis le début de la campagne, Drogba a trouvé le moyen de se démarquer. Il a inscrit un but spectaculaire

contre le Fire, donnant un avant-goût de ce qu'il réserve peut-être aux amateurs de soccer cet été.

Auteur de 11 buts en autant de matchs en fin de saison régulière l'an dernier, il n'est pas impensable que Drogba termine la campagne en tête de la colonne des buteurs dans la Major League Soccer. Il aura toutefois un peu de retard à combler sur les meneurs Chris Wondolowski, des Earthquakes de San Jose, et Fanendo Adi, des Timbers de Portland, qui ont déjà inscrit six filets chacun.

«Il reste beaucoup de matchs et j'espère donc faire mieux que l'année dernière, mais ce n'est pas vraiment mon objectif de finir meilleur buteur, a expliqué Drogba. L'objectif pour moi, et je l'ai dit dès mon arrivée ici, c'est de remporter le championnat ou d'au moins finir en tête de l'association [Est]. Des titres individuels, j'en ai eu beaucoup, et croyez-moi, les titres collectifs ont beaucoup plus de saveur.»

Du ménage dans la fondation

Par ailleurs, Drogba est encore revenu sur la controverse qui l'entoure au sujet de la gestion financière de sa fondation. Il s'est d'ailleurs rendu sur le plateau de l'émission de télévision *Tout le monde en parle* la semaine dernière pour faire le point.

«C'est vrai que nul n'est parfait, mais je peux me targuer d'avoir — avec mon équipe — fait ce qu'il fallait, a-t-il fait valoir. J'aimerais savoir combien de personnes ont déjà construit un centre de santé. C'est facile d'être de l'autre côté et de critiquer. Le temps nous dira si j'ai été honnête ou pas.»

Drogba a toutefois mentionné que la controverse lui a coûté un commanditaire. «Ça fait partie du jeu. À partir du moment où il y a un doute, je ne peux pas leur en vouloir. C'est à moi de travailler encore plus pour leur montrer qu'on est correct.»

La Presse canadienne

C'EST DU SPORT !

Du calme



Célébration excessive d'un exploit sportif ou pas, c'était le thème développé ici même pas plus tard que la dernière fois, avec en trame de fond l'histoire de José Bautista, le frappeur de puissance des Blue Jays de Toronto qui a projeté son bâton en l'air après un retentissant circuit dans les séries la saison dernière et se l'est fait reprocher au nom du respect de l'adversaire et de la nécessité d'avoir le succès modeste dans un monde où le vilain visage de l'échec nous guette sans cesse. Mais nous vivons à une époque qui aime en mettre, regardez-moi un peu ça, ça remporte une victoire qui porte sa fiche à 43-68 et ça festoie comme si ça venait de gagner la Série mondiale et la Stanley et le Lombardi et l'O'Brien en même temps, c'est tout juste s'il n'y a pas un défilé au centre-ville tous les deux ou trois jours, on ne sait jamais, peut-être que cela ne reviendra plus de notre vivant, profitons-en.

Oui, ça célèbre fort. Un individu qui aurait été plongé dans un coma artificiellement induit pendant quelques années se demanderait par exemple ce que c'est que cette foutue si-rène aux allures de corne de brume qui retentit après le moindre but dans la vénérable Ligue de hockey nationale. Oui, après chaque filet de l'équipe locale, même si le filet de l'équipe locale s'adonne à porter la marque à 7-1 en faveur de l'équipe visiteuse. Après une victoire, passe encore, mais après chaque but? Les hurras de la foule en délire ne suffisent-ils plus? Et qu'a donc la confrérie des annonceurs maison à hurler le nom du compteur — qui vient d'inscrire son 3^e but en 527 matchs en carrière — comme si le gars se dirigeait sur une chaise à porteurs tout droit vers le Temple de la renommée? Trop, c'est comme pas assez, si vous voulez l'avis d'un rabat-joie, un peu comme quand ils applaudissaient toutes les

questions et les réponses à l'Assemblée nationale. On ne pourrait pas garder ça pour les vrais grands moments?

Dans le temps, messieurs dames, quand on n'avait pas besoin d'être mitraillé de stimuli de toutes parts et à tout moment pour se sentir exister, il n'y avait pas d'enflure. Bien sûr, lorsque Bobby Thomson a catapulté sa «*shot heard 'round the world*» en 1951, lorsque Bill Mazeroski est devenu le premier à mettre fin à une Série mondiale avec un circuit en 1960, on a assisté à une certaine liesse. Mais il se passait alors quelque chose. Pour vrai.

Et même quand il se passait quelque chose, ce n'était pas nécessairement une raison pour s'énervier. Voyez plutôt Don Larsen réussir une partie parfaite au monticule pour les Yankees de New York lors de la Série mondiale de 1956. Ce n'est pas une mince affaire, une partie parfaite, et ce l'est encore moins en Série mondiale, ainsi que l'illustre le fait que ce n'était jamais arrivé avant et que — Larsen ne le savait pas à l'époque, mais il avait certainement un petit doute — ce n'est jamais arrivé depuis. Or, qu'a fait Larsen après le dernier lancer, une troisième prise? Comme à l'issue de chaque demi-manche, il s'est mis à trotter tranquillement en direction de l'abri des joueurs. Si son receveur, Yogi Berra, n'avait pas intensément interrompu sa course en lui sautant au cou, Larsen aurait été sous la douche dans les 30 secondes et puis voilà.

Et c'est avec un attendrissement assumé qu'on se souvient de Paul Morris, la voix du bon vieux Maple Leafs Gardens de Toronto. Morris annonçait tout — les buts des Leafs, ceux du club adverse, les punitions, la remise de la coupe Stanley au capitaine George Armstrong par Clarence Campbell en 1967 (s'il avait su üzqu'il n'y en aurait pas d'autre pendant au moins un demi-siècle, il aurait peut-être mis un petit trémolo), l'imminence de l'apocalypse — du même ton. Monocorde à souhait. Tout le temps.

C'était excellent pour les nerfs.

HOCKEY

Un match de suspension pour Andrew Shaw

Chicago — La Ligue nationale de hockey a suspendu l'attaquant des Blackhawks de Chicago Andrew Shaw pour un match à la suite d'une insulte à caractère homophobe qu'il a lancée depuis le banc de punition mardi soir lors d'un match éliminatoire contre les Blues de St. Louis.

Shaw a également écopé d'une amende de 5000\$US pour avoir fait un geste inapproprié à l'intention des arbitres présents sur la patinoire pendant la rencontre, qui s'est terminée 4-3 en faveur des Blues. De plus, il devra se soumettre à une thérapie comportementale.

«M. Shaw s'est confondu en excuses et a démontré des remords, mais il doit être tenu responsable de ses commentaires offensants et de ses gestes inappropriés envers les arbitres sur la patinoire, a déclaré le vice-président aux opérations hockey de la LNH, Colin Campbell. L'émotion du moment ne peut pas être et ne sera

pas considérée comme un élément atténuant pour justifier la conduite d'un joueur de la LNH.»

En conséquence, Shaw ratera le match n° 5 de la série quart de finale de l'association Ouest qui sera présenté jeudi. Les champions en titre de la Coupe Stanley pourraient alors être éliminés puisqu'ils tirent de l'arrière 3-1 contre les Blues.

Excuses

Quelques heures plus tôt, Shaw s'était excusé pour ses propos inappropriés. Dans un communiqué publié par l'équipe, le joueur mentionne qu'il est «sincèrement désolé de cette remarque inappropriée». Il s'est excusé auprès la communauté gaie et lesbienne, aux partisans ainsi qu'à son équipe pour ses mots «blessants» et il a promis d'apprendre de son erreur.

Associated Press

Sudoku

par Fabien Savary

				5				
7			6		1		5	8
		1		2		4		
2	6	9	4	1	3			
							1	6
			5					2
	7			6				
6				9		8		7
	1		8		7	6		

Niveau de difficulté : MOYEN 3271

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

2	6	7	1	9	3	4	8	5
4	3	8	7	5	6	2	9	1
1	5	9	4	8	2	7	6	3
9	8	1	3	6	7	5	4	2
3	7	2	5	4	8	6	1	9
5	4	6	9	2	1	3	7	8
7	2	3	6	1	9	8	5	4
6	1	4	8	3	5	9	2	7
8	9	5	2	7	4	1	3	6

3270

SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary
En exclusivité sur le site des Mordus
www.les-mordus.com

MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

3142

HORIZONTALEMENT

- Développement excessif.
- Bien dans sa peau - Liquide amniotique.
- Gaz intestinal - Punit avec rigueur - Chiffres romains.
- Palmiers - Singes-araignées.
- Sollicité de divers côtés.
- Supprimés - Berceau portatif.
- Article défini - Boulette de morue pilée - Crier, en parlant du cerf.
- Jambière en cuir.
- Grande renommée - Effleuras.
- Mille-pattes - Titre féminin.
- Chef arabe - Tumeur molle qui se développe à la pointe du jarret du cheval.
- Faux nom - Bâtie.

VERTICALEMENT

- Étude du foie et de ses maladies.
- Gaz de combat - Poisson des mers froides.
- On y met les manteaux - On le livre.

- Indique le moment - Pantouffarde.
- Chanteur français - Vent du Languedoc.
- Zigouillé - Petite quantité d'alcool - Disque.
- Compétiteur - Bradype - Chinois célèbre.
- Tout élément d'un ensemble - Tissu de laine.
- Explose - Nymphes des montagnes.
- Répété, il exprime le rire - Femelle du sanglier - Barbouillé.
- Myriapode noir et luisant - Leurs graines fournissent de l'huile.
- Être en vie - Ville de France.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	A	N	N	I	V	E	R	S	A	I	R
2	G	U	E	R	I	A	U	T	R	E	S
3	R	I	E	L	A	N	S	E	U	S	
4	E	T	O	N	E	C	H	A	S	S	E
5	A	D	E	T	R	U	I	T	S	N	
6	B	L	E	Z	E	N	O	B	I	T	
7	L	I	D	A	T	E	N	A	I		
8	E	N	C	O	R	N	E	T	E	D	E
9	M	O	I	S	B	R	E	T	Z	E	L
10	E	N	T	E	R	E	T	A	T	L	
11	N	E	N	E	E	E	P	A	T	E	
12	T	H	E	T	A	V	E	I	N	E	S

3141

SOLUTION DU DERNIER

YÉMEN

Les négociations de paix commencent jeudi

MOHAMMED HUWAIS

à Sanaa

Les négociations censées trouver une solution au conflit au Yémen doivent commencer jeudi à Koweït, a annoncé l'ONU après la décision des rebelles de se joindre aux pourparlers initialement prévus lundi.

Mercredi, les rebelles chiïtes houthis ont dit avoir accepté de participer aux négociations après avoir obtenu des assurances de l'ONU sur le respect du cessez-le-feu entré en vigueur le 11 avril dans ce pays ravagé par plus d'un an de conflit et maintes fois violé depuis.

La délégation des rebelles et de leurs alliés, des partisans de l'ex-président, Ali Abdallah Saleh, a ensuite quitté la capitale yéménite Sanaa pour Oman avant de se rendre à Koweït, selon les autorités aéroportuaires.

Alors que la délégation du pouvoir du président Hadi, appuyé par l'Arabie saoudite, se trouve sur place depuis lundi, les rebelles, soupçonnés d'être soutenus par l'Iran, avaient boudé le début des négociations en accusant la partie adverse de violations du cessez-le-feu.

«Les négociations de paix au Yémen commenceront jeudi à Koweït sous l'égide de l'ONU», a annoncé à New York le porte-parole des Nations unies Stéphane Dujarric. «Les délégations se concentreront sur l'application de la résolution 2216».

Celle-ci enjoint notamment aux Houthis de céder les territoires qu'ils ont conquis, dont la capitale Sanaa, à la faveur d'une vaste offensive lancée à partir de leur fief dans le nord en juillet 2014.

Le cessez-le-feu

Le conflit au Yémen a commencé lorsque les Houthis ont chassé le gouvernement de Sanaa en septembre 2014. Il a ensuite pris une dimension régionale en mars 2015 quand l'Arabie saoudite a formé une coalition arabo-sunnite pour enrayer l'avancée des Houthis, qu'il accuse d'être des «agents de l'Iran».

«Nous [les rebelles] avons accepté d'aller aux négociations» après avoir obtenu «des assurances» du médiateur de l'ONU, Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, sur le respect du cessez-le-feu, a dit Saleh al-Sammad, haut responsable des Houthis.

A son départ de Mascate, Yasser Alawadi, secrétaire général adjoint du Congrès populaire général (CPG), le parti de M. Saleh, a cependant prévenu qu'il n'y aurait «pas de débats sur des questions politiques tant que le cessez-le-feu n'aura pas été respecté par les agresseurs».

Un autre responsable du CPG, Yahia Duwaid, s'est voulu plus optimiste, indiquant que l'ONU avait aidé à «surmonter plusieurs obstacles qui avaient retardé notre arrivée à Koweït».

«Nous aurons le droit de suspendre notre participation si les assurances fournies ne sont pas suivies d'effet», a dit Mahdi al-Mashat, un chef rebelle.

Les sanctions

Les rebelles et leurs alliés voudraient notamment obtenir une levée des sanctions imposées contre certains de leurs dirigeants, dont M. Saleh, par le Conseil de sécurité de l'ONU, selon une source proche du dossier.

Mardi, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, avait demandé que les négociations commencent «sans plus de retard» et exhorté les participants à «dialoguer de bonne foi».

Le médiateur de l'ONU, présent à Koweït, a multiplié les contacts avec les protagonistes et des représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

Ces derniers ont, selon un diplomate occidental, adressé mardi soir un message aux rebelles les exhortant à dépêcher rapidement leurs délégués aux pourparlers.

Sur le terrain, les combats, qui se poursuivaient par intermittence mercredi sur certaines lignes de front, ont fait ces dernières 24 heures 19 morts (16 rebelles et 3 soldats) dans la région de Nahm, au nord-est de Sanaa, selon un officier loyaliste.

Agence France-Presse



SCOTT OLSON AGENCE FRANCE-PRESSE

Des partisans de Donald Trump l'attendaient mercredi, à Indianapolis.

PRIMAIRES AMÉRICAINES

Clinton et Trump déjà sur la route pour le dernier sprint

BRIGITTE DUSSEAU

à New York

Hillary Clinton et Donald Trump ont immédiatement repris la campagne mercredi après leur victoire aux primaires de New York, M^{me} Clinton désormais quasi-assurée d'être la candidate démocrate à l'élection présidentielle, la suite étant plus incertaine pour le milliardaire républicain.

«La course à l'investiture est dans la dernière ligne droite et la victoire est en vue», a déclaré mardi soir, radiuse, l'ancienne sénatrice de New York sous les acclamations de ses supporters. Elle a obtenu 57,9% des voix, contre 42,1% au sénateur du Vermont, Bernie Sanders.

Dans un discours très présidentiel, elle a tendu un rameau d'olivier aux fans de Bernie Sanders, après une campagne new-yorkaise particulièrement tendue. «Il y a plus bien plus de choses qui nous unissent que de choses qui nous divisent», leur a-t-elle dit.

Mais le sénateur de 74 ans, retourné dans la nuit recharger ses batteries dans son Etat du Vermont, reste déterminé à continuer la course. «Il y a cinq primaires la semaine prochaine, nous pensons que nous allons bien marcher, nous avons un chemin vers la victoire [...] Nous venons de très loin, nous avons gagné beaucoup d'États», a-t-il déclaré à des journalistes.

Après une journée de repos mercredi, il a prévu de reprendre la campagne jeudi en Pennsylvanie, qui organise ses primaires le 26 avril, de même que d'autres États de l'est et du nord-est du pays, Connecticut, Delaware, Maryland et Rhode Island.

Trump optimiste

Donald Trump, dont la victoire à New York lui a permis de reprendre l'ascendant dans la course à l'investiture républicaine, devait lui s'envoler pour l'Indiana, dont les primaires sont prévues le 3 mai.

Mardi soir il s'est voulu résolument optimiste, après avoir gagné les primaires de New York avec 60,5% des suffrages, contre 25,1% au gouverneur de l'Ohio, John Kasich, et 14,5% au sénateur ultra-conservateur, Ted Cruz, son principal rival. Ted Cruz a été laminé après avoir osé critiquer les valeurs de New York.

«Il n'y a plus vraiment de course [à l'investi-

ture républicaine]. Le sénateur Cruz est mathématiquement éliminé. [...] Nous avons gagné après ce soir près de 300 délégués de plus que le sénateur Cruz», a insisté Donald Trump, 69 ans, avant de se lancer dans une nouvelle critique virulente des règles d'attribution des délégués républicains. «C'est un système malhonnête, c'est un système truqué», a-t-il redit.

Même avec sa victoire de New York, et s'il est désormais le seul à pouvoir l'attendre, il est encore loin de la majorité absolue de 1237 délégués qui lui assurerait l'investiture républicaine à la convention de juillet à Cleveland. Il en a engrangé environ 840, il en reste quelque 670 à prendre dans les 15 primaires républicaines restantes.

Le système

Ces délégués républicains, qui décideront à la convention qui sera leur candidat à la présidentielle, sont attribués en fonction du vote des électeurs, mais pas seulement. «Personne ne devrait obtenir des délégués et revendiquer la victoire s'ils n'obtiennent pas ces délégués en fonction des électeurs et du vote», a tempêté M. Trump.

Ted Cruz, qui connaît mieux les ressorts du système, a su jusqu'à présent les utiliser à son profit. S'il ne parvient pas aux 1237 délégués, M. Trump craint que le parti républicain ne l'empêche d'être investi à Cleveland, même s'il est en tête.

Depuis deux semaines, le milliardaire a réorganisé son équipe de campagne, avec l'arrivée notamment de Paul Manafort, expert des conventions contestées (sans candidat majoritaire).

Donald Trump a aussi mis un frein à sa rhétorique enflammée. Mardi soir, il n'a même pas utilisé le surnom de «Ted le menteur», qu'il donne habituellement à Ted Cruz.

Celui-ci a estimé que la victoire de M. Trump à New York n'était que celle d'un «politicien gagnant son État». Et dans un discours à Philadelphie qui ne lui ressemblait guère, où il a cité Ronald Reagan et John Kennedy, il a appelé les républicains à s'unir derrière lui. «Nous devons unir le parti républicain car c'est le premier pas pour unir les Américains», a-t-il dit.

Donald Trump et Hillary Clinton sont en tête des sondages en Pennsylvanie, l'Etat le plus important le 26 avril.

Agence France-Presse

DIPLOMATIE

Obama en visite à Riyad dans un climat difficile

JÉRÔME CARTILLIER

à Riyad

Barack Obama a entamé mercredi ce qui devrait être sa dernière visite en Arabie saoudite, un allié historique des États-Unis qui n'a pas digéré l'ouverture de Washington vers Téhéran.

L'arrivée du président américain à Riyad, capitale du riche royaume pétrolier, n'a pas été retransmise en direct à la télévision nationale et le roi Salmane ne s'est pas déplacé à l'aéroport pour l'accueillir, comme ce fut le cas lors de son dernier séjour en janvier 2015.

Au début de leur rencontre au palais, M. Obama a remercié le monarque pour l'organisation jeudi d'un sommet avec les six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui fait suite à celui tenu il y a un an, à Camp David, aux États-Unis. Le roi Salmane avait boudé cette rencontre.

M. Obama devait a en outre rencontré en soirée l'homme fort des Émirats arabes unis, le prince héritier d'Abou Dhabi Mohamed ben Zayed Al-Nahyane, pour voir en particulier comment renforcer la coopération pour vaincre le groupe État islamique (EI), selon la Maison-Blanche.

Relations tendues

La défiance vis-à-vis de l'administration américaine est réelle à Riyad où tous les yeux sont déjà tournés vers l'élection, en novembre, du successeur de M. Obama. Les décisions de l'exécutif américain — du refus d'intervenir en Syrie contre le régime de Bachar al-Assad aux négociations sur le nucléaire avec l'Iran, grand rival chiite — ont en effet ulcéré les monarchies sunnites, dont le chef de file est l'Arabie saoudite.

«Même si la visite est présentée comme l'occasion de renforcer l'alliance, elle montrera surtout à quel point Washington et Riyad se sont éloignés ces huit années écoulées», estime Simon Henderson du Washington Institute for Near East Policy.

«Il existe un socle de coopération sur des intérêts communs»

«Pour Obama, le problème central au Moyen-Orient est la lutte contre le groupe EI. Pour la dynastie des Al-Saoud, c'est l'Iran», résume-t-il dans une tribune publiée dans Foreign Policy.

A ceux qui prédisent une visite d'adieux se résumant à une simple photo de famille, la Maison-Blanche rappelle la solidité d'une alliance qui remonte à Franklin Roosevelt et met l'accent sur les efforts conjoints contre les djihadistes du groupe EI en Irak comme en Syrie.

«La relation a toujours été complexe. [...] Mais il existe un socle de coopération sur des intérêts communs, en particulier l'antiterrorisme», assure Ben Rhodes, proche conseiller de M. Obama.

De l'aide

Les monarchies attendent un renforcement de l'aide militaire américaine, mais aussi un coup de pouce pour lutter contre les cyberattaques déstabilisatrices. Elles redoutent en particulier que Téhéran apporte un soutien aux dissidents dans le but de fragiliser leurs régimes. Elles espèrent aussi que le président américain, qui quittera le pouvoir en janvier, articulera un discours ferme vis-à-vis de Téhéran.

Dans un article publié mi-mars dans le magazine The Atlantic, M. Obama appelait ses «amis» saoudiens à trouver un moyen de partager leur voisinage avec Téhéran. La formulation est très mal passée à Riyad.

Un autre sujet sensible a refait surface à l'approche du voyage présidentiel: le possible rôle de l'Arabie saoudite, ou de certains de ses responsables, dans les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis (15 des 19 pirates de l'air étaient Saoudiens).

Agence France-Presse

Téléphone : 514 985-3322

Télécopieur : 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel :

petitesannonces@ledevoir.com

160
APPARTEMENTS ET
LOGEMENTS À LOUER

OUTREMONT
445 St-Joseph Ouest,
près Laurier
Immeuble béton, ascenseurs
4 1/2 (petit) 4 1/2 (grand)
1 400 \$/mois 1 750 \$/mois
Chauffé, eau chaude et
électroménagers inclus.
Garages intérieurs
125 \$/mois
SURINTENDANT
514-276-5949

AHUNTSIC - GRAND 5 1/2
3 chambres fermées, très éclairé,
climatisé, à 5 minutes du
métro Ormazi et du
centre Claude-Robillard.
LIBRE 1er JUIN, 1 100 \$
Katia Gagnon 514-232-5190

160
APPARTEMENTS ET
LOGEMENTS À LOUER

**DISCRIMINATION
INTERDITE**
La Commission des droits de la
personne du Québec rappelle que
lorsqu'un logement est offert en lo-
cation (ou sous-location), toute per-
sonne disposée à payer le loyer et
à respecter le bail doit être traitée
en pleine égalité, sans distinction,
exclusion ou préférence fondée sur
la race, la couleur, le sexe, la gros-
sesse, l'orientation sexuelle, l'état
civil, l'âge du locataire ou de ses
enfants, la religion, les convictions
politiques, la langue, l'origine ethni-
que ou nationale, la condition so-
ciale, le handicap ou l'utilisation
d'un moyen pour pallier ce handi-
cap.

NOUVEAU - ROSEMONT
3 1/2 sur Place Beaubien.
Belle luminosité. Secteur paisible.
650 \$ 514-255-0347

NOUVEAU ROSEMONT
4 1/2 à 650 \$ et 5 1/2 à 950 \$
Rue Mignault, propres, frais peint,
entréeslav./séc. LIBRE.
Références 514-645-3949

160
APPARTEMENTS ET
LOGEMENTS À LOUER

NOUVEAU ROSEMONT - 5 1/2
Rue Mignault, RDC, cours, garage,
propre, asp., entrées lav./séc.
JUILLET. Références.
1 150 \$ 514-645-3949

165
PROPRIÉTÉS À LOUER

CHARLEVOIX • À LOUER AU MOIS
Maison dans la montagne à La Malbaie (Pointe-au-Pic).
3 chambres, meublé, tout-compris. Vue panoramique aérienne
à 180° sur le fleuve. Près de tous les services. Mai (1550\$),
juin (2200\$), juillet (2200\$). Tarif à discuter pour location
à long terme à partir d'octobre 2016. Photos disponibles.
438 491-2301 | 450 677-8046
PREYCOURT.GAGNE@GMAIL.COM

160
APPARTEMENTS ET
LOGEMENTS À LOUER

OUTREMONT - 5, Vincent d'Indy
112, 312, 412, Penthouse 512, réno-
vés, près métro, UdeM, Poêle/frigo.
Chauffé, eau chaude, Ascenseur.
514 737-8055 514 735-5331

165
PROPRIÉTÉS À LOUER

170
HORS FRONTIÈRES EUROPE
À LOUER

PARIS VII - XV Champ-de-Mars
Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08
T1 équipé, très ensoleillé. Sur jardin
Sem/mois 514 272-1803

PROVENCE
Vallée du Rhône
Maison de village dans le
quartier médiéval de Nyons.
2 c.c. 2 s. de b. Toute équipée.
Terrasse ensoleillée. Internet.
www.bonnevisite.ca/nyons
mariehalarie@gmail.com

307
LIVRES ET DISQUES

Librairie Bonheur d'Occasion
achète à domicile livres de qualité
en tout genre. 514 914-2142
1317, ave du Mont-Royal Est

515
INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

Votre PME paie trop cher ses
télécommunications?
Me Julien Valois-Francoeur
514-667-4860

Un don d'espoir
pour la vie
1-877-488-4222
www.ArmeduSault.ca

Pour une publication
section décès dans
LE DEVOIR

Le Mémoriel
1805, rue Du Havre Montréal Qc H2K 2X4
Tél: 514 525-1149
Tél: 514 525-2099 memoriel@ledevoir.com
Par téléphone, télécopier ou par courriel Dimanche
à vendredi : 10h à 12h et de 13h à 17h00
(ouvertures à la demande Service clientèles)
Samedi : fermé. Heures de service 15h à 19h.

**AVIS À
TOUS NOS
ANNONCEURS**

Veuillez, s'il vous
plaît, prendre
connaissance de
votre annonce et
nous signaler
immédiatement
toute anomalie qui
s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne
sera pas responsable
des erreurs répétées.

Merci de votre
attention.

564
DÉCORATION INTÉRIEURE

564
DÉCORATION INTÉRIEURE

564
DÉCORATION INTÉRIEURE

**BAIN EN BOIS
100 % QUÉBEC
ARTECO INC**

arteco.ca
438.397.1560
arteco.inc@gmail.com

**PARCE QUE VOUS
ÊTES UNIQUE**

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce,
téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 514-985-3322

Télécopieur: 514-985-3340

petitesannonces@ledevoir.com

Conditions de paiement : cartes de crédit

AMERICAN
EXPRESS

Master Card

VISA

LE MONDE

BRÉSIL

La justice repousse sa décision sur l'entrée de Lula au gouvernement

NATALIA RAMOS
à Brasília

La justice brésilienne a reporté une nouvelle fois mercredi sa décision sur l'entrée ou non de l'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva au gouvernement fantôme de Dilma Rousseff qu'il était censé sauver de la destitution.

«À la majorité, la Cour a décidé de repousser sa décision» et d'analyser les recours présentés devant ce tribunal sur cette affaire en une seule séance, a déclaré le président de la plus haute instance juridique, Ricardo Lewandowski. Les juges n'ont pas fixé de nouvelle date.

Les hauts magistrats devaient se prononcer sur la légalité de la nomination de Lula comme chef de cabinet (quasi-premier ministre) de Dilma Rousseff le 16 mars, alors qu'il était sous la menace d'un placement en détention par le juge Sergio Moro (qui a été dessaisi de l'affaire). Ce dernier le soupçonne de corruption dans le cadre du scandale Petrobras, la compagnie publique pétrolière.

Trop tard ?

La décision finale interviendra sans doute trop tard pour Dilma Rousseff, qui se dit victime d'un coup d'Etat institutionnel et dont le mandat ne tient désormais plus qu'à un fil devant le sénat.

D'ici le 11 mai, il y suffira d'un vote à la majorité simple, considéré comme très probable, pour prononcer sa mise en accusation pour maquillage des comptes publics et l'écarter du pouvoir pour au maximum six mois avant le jugement final.

Son ex-allié et désormais rival, le vice-président, Michel Temer, assumerait alors immédiatement ses fonctions. Il consulte déjà pour former un gouvernement.

En plein *impeachment*, Dilma Rousseff, se rendra jeudi à New York pour signer un traité sur les changements climatiques à l'ONU et probablement profiter de cette tri-

bune pour plaider sa cause.

Pendant ce voyage, elle laissera les rênes du pays au vice-président Temer.

«Le voyage est prévu et une équipe est déjà partie pour les préparatifs», a déclaré mercredi le service de presse du palais présidentiel du Planalto. La présidente reviendra dès vendredi soir ou samedi matin.

Lula devra donc continuer à aider Dilma Rousseff et à songer à son propre avenir hors du gouvernement. Il a participé mardi à São Paulo à une réunion de la direction nationale du Parti des travailleurs (PT) qu'il a fondé et porté au pouvoir.



Lula da Silva

Défaite appréhendée

«Tant Lula que nous autres pensons qu'il sera très difficile de gagner au sénat parce que les partis qui ont voté contre nous à l'assemblée auront la même attitude», a déclaré mardi soir un participant à cette réunion, le député Zé Geraldo.

«Je crois qu'à ce stade, le fait que Lula entre ou non au gouvernement ne fera pas une grande différence», a abondé Sergio Praça, analyste politique à la Fondation Getulio Vargas. «Beaucoup de choses se sont passées ces dernières semaines et le fait qu'il n'ait pas été autorisé à prendre ses fonctions a créé un choc, une surprise qui a eu des conséquences gigantesques pour le gouvernement» de Dilma Rousseff, a-t-il ajouté.

Mais après Dilma, Lula reste l'homme à abattre pour ses nombreux adversaires. Malgré ses ennuis judiciaires, il arriverait avec 21% des voix en tête au premier tour de l'élection présidentielle de 2018 à laquelle, à 70 ans, il est déjà précandidat, selon un sondage Datafolha du 10 avril. Il devancerait l'écologiste Marina Silva (19%) et le chef de l'opposition de centre-droit Aécio Neves (17%), rival malheureux de M^{me} Rousseff en 2014, et de très loin le vice-président Temer (1 à 2%)..

Agence France-Presse



RODRIGO BUENDIA AGENCE FRANCE-PRESSE

Des secouristes transportaient le corps d'une victime du séisme mercredi, à Pedernales.

SÉISME

De nouvelles secousses frappent l'Équateur

SANTIAGO PIEDRA SILVA

à Pedernales

Une nouvelle secousse a frappé l'Équateur dans la nuit de mardi à mercredi, quatre jours après le séisme le plus meurtrier d'Amérique latine depuis 2010, avec au moins 525 morts, tandis que l'espoir de retrouver des survivants s'amenuisait.

Selon les autorités locales, cette secousse, dont la magnitude a été évaluée à 6,1 par l'Institut américain de géophysique (USGS), est une réplique du séisme de magnitude 7,8 qui a dévasté la côte Pacifique de l'Équateur samedi soir, le pire qu'ait connu le pays en près de 40 ans.

«Ce sont des répliques. Nous avons eu deux séismes à l'aube de magnitudes 6,1 et 6,3», a expliqué Mario Ruiz, directeur de l'Institut géophysique d'Équateur. Depuis samedi, plus de 400 répliques de diverses intensités ont été enregistrées, un phénomène qui pourrait se

poursuivre pendant plusieurs jours, selon les experts. Cette nouvelle secousse, prolongée, a semé la panique parmi les secouristes et les rescapés, sans provoquer de nouveaux dégâts.

Plus de 900 secouristes, pompiers, médecins et spécialistes de 20 pays, dont la Colombie, le Chili, le Mexique, le Venezuela et l'Espagne, poursuivaient mercredi leur quête

«Nous n'avons ni eau ni aliments.

Mais les magasins, soit ils sont fermés, soit ils vendent très cher.»

effrénée de survivants parmi les décombres. Le dernier bilan communiqué par la justice, encore provisoire, est de 525 morts dans la province de Manabí, la plus touchée, mais d'autres victimes auraient aussi été recensées dans la province de Guayas. Environ 1700 personnes sont par ailleurs portées disparues et plus de 4600, blessées.

Au moins 11 étrangers figu-

rent parmi les victimes, de nationalités canadienne, colombienne, britannique, cubaine, irlandaise et dominicaine selon diverses sources officielles, alors que le tremblement de terre a touché les zones touristiques du pays.

Lenteurs

Près de quatre jours après le séisme, l'espoir de retrouver des survivants s'amenuisait mercredi, les rescapés critiquant la lenteur des secours et souffrant du manque de vivres.

«Nous n'avons ni eau ni aliments. Mais les magasins, soit ils sont fermés, soit ils vendent très cher. Certains ont augmenté les prix, passant de un à cinq dollars», a dénoncé Andrés Mantuano, habitant de Manta, une des villes les plus dévastées.

Dans cette cité balnéaire de 253 000 habitants, le président, Rafael Correa, s'est déplacé lui-même pour tranquilliser les sinistrés, désespérés

face aux immeubles en ruines et à l'odeur des corps en décomposition, accentuée par le soleil de plomb. Il leur a promis que des ravitaillements arrivaient, se montrant aussi rassurant sur l'avancée des secours: «Cinquante-quatre personnes ont été sauvées [des décombres]. Tout cet effort a valu la peine».

Mais les sinistrés commencent à désespérer. «Les secours ont été très longs à venir. Des vies ont été perdues! Nous, les proches, sommes ici depuis samedi soir», se révoltait Pedro Merro, dont la cousine a disparu dans l'effondrement du marché municipal.

Certains pompiers se montraient eux aussi critiques sur la façon de procéder. «Malheureusement, on n'a pas laissé les 72 heures nécessaires pour permettre aux équipes d'opérer» à mains nues, a confié le lieutenant Ricardo Méndez, commandant des pompiers de la ville colombienne de Pasto.

Agence France-Presse

PASSAGE DU NORD-OUEST

La Chine incite sa flotte marchande à emprunter l'Arctique

Shanghai — À la faveur du réchauffement climatique, la Chine envisage d'exploiter un raccourci maritime reliant les océans Pacifique et Atlantique par les eaux polaires de l'Arctique, et a publié un guide afin d'y encourager la navigation marchande, a indiqué mercredi un média d'Etat.

La route maritime, qui passe au nord du Canada, permet de raccourcir sensiblement les trajets entre la Chine — première puissance commerciale mondiale — et l'Est des États-Unis, en évitant le canal de Panama.

La route maritime reste impraticable une bonne partie de l'année, mais le récent réchauffement climatique et la débâcle de la banquise l'a rendue plus accessible. Pékin y voit désormais une opportunité de remodeler les flux commerciaux mondiaux.

L'Administration de la sûreté maritime chinoise vient de publier un guide de 356 pages, comprenant cartes marines et descriptions de l'état des glaces le long du passage du Nord-Ouest, a indiqué le *China Daily*.

«Des navires battant pavillon chinois navigeront sur cette route dans l'avenir», a assuré Liu Pengfei, le porte-parole de l'administration, cité par le quotidien.

«Lorsque cette route sera régulièrement utilisée, elle modifiera le transport maritime planétaire et aura une influence considérable sur le commerce international, l'économie mondiale, les flux de capitaux et l'exploitation des ressources», a ajouté M. Liu.

Le Canada considère le passage du Nord-Ouest comme faisant partie de ses eaux intérieures, une position contestée par d'autres pays, pour qui la voie est un détroit international. Le ministère chinois des Affaires étrangères n'a pas tenu mercredi à faire connaître sa position sur la question.

«La Chine prendra une décision appropriée en fonction de divers facteurs», a indiqué lors d'une conférence de presse régulière Hua Chunying, une porte-parole du ministère.

L'an passé, le géant chinois du fret maritime Cosco avait annoncé vouloir ouvrir des lignes régulières vers l'Europe par le passage du nord-est, une autre voie passant par l'Arctique, et qui longe les côtes septentrionales de la Sibérie. Des navires marchands du géant étatique avaient emprunté cette route en 2013 et 2015. Cosco, depuis, a été fusionné avec une autre compagnie, China Shipping Group.

Agence France-Presse



NOAH SEELAM AGENCE FRANCE-PRESSE

Un éleveur de Bibi Nagar, dans le district de Nalgonda, conduisait, il y a plusieurs semaines déjà, ses bêtes vers un point d'eau.

INDE

La sécheresse touche 330 millions de personnes

New Delhi — Plus d'un quart de la population souffre de la sécheresse en Inde, certaines régions étant en proie à de graves pénuries d'eau qui occasionnent de lourdes pertes de récoltes aux agriculteurs, a indiqué le gouvernement.

Quelque 330 millions de personnes réparties sur 10 États sont touchées par cette sécheresse qui intervient après deux années de faible mousson, a indiqué un avocat du gouvernement indien PS Narasimha devant la Cour suprême. Le gouvernement a versé des financements aux régions touchées par ce manque de pluies ayant entraîné par endroits le rationnement de l'eau potable, a-t-il ajouté.

Les récits de familles et

d'agriculteurs contraints de parcourir de longues distances pour trouver de l'eau font les gros titres de la presse indienne.

L'avocat a fourni les chiffres mardi, après une requête d'une ONG demandant à la Cour suprême d'ordonner au gouvernement d'accroître ses efforts en faveur des régions les plus touchées.

Des décés

De fortes températures sévissent en outre dans l'est, le centre et le sud de l'Inde depuis plusieurs semaines et qui ont provoqué la mort de dizaines de personnes. La chaleur tue plusieurs centaines de personnes, parmi les plus pauvres, chaque année en Inde mais cette année les tempé-

tures ont augmenté plus tôt que d'habitude, faisant craindre un bilan encore plus élevé.

«Nous n'avons jamais connu de températures aussi élevées durant ces mois depuis plus de 100 ans», a dit le responsable de l'aide au sein des services de l'agriculture de l'État de l'Orissa, P.K. Mohapatra.

Les services météo indiens ont lancé une alerte mercredi en raison de l'arrivée d'une vague de chaleur dans l'Orissa et deux autres États, avec des températures de plus de 45°C prévues dans les prochains jours. Les écoles sont fermées jusqu'à la semaine prochaine dans l'Orissa tandis que plus au nord, dans le Bengale occidental, des mouvements de protestation ont éclaté à cause des pénuries d'eau.

«Plusieurs centaines d'habitants de la ville d'Howrah ont bloqué lundi une grande artère pour protester contre le manque d'approvisionnement en eau», a dit Baren Das, un responsable de la ville.

Des responsables politiques sont mis en cause en raison de leur déplacement dans les régions affectées, des centaines de litres d'eau ayant ainsi été déversées pour humidifier une route poussiéreuse avant la visite du chef de l'exécutif du Karnataka mardi.

Les services météo prévoient une mousson meilleure que prévu cette année, promettant un rayon d'espoir aux agriculteurs. Le secteur agricole emploie 60% de la population.

Agence France-Presse

CULTURE



SOURCE MNBAQ

Le nouveau pavillon sera inauguré en juin.

Le Musée national des beaux-arts du Québec fait sa cour à New York

JÉRÔME DELGADO
à New York

C’était soir de primaires démocrate et républicaine à New York, mais pour le Musée national des beaux-arts du Québec (MNBAQ), c’était soir de première. Jamais l’établissement québécois n’avait opéré une campagne de séduction en dehors de ses frontières.

Du haut de la résidence du délégué général du Québec à New York, Jean-Claude Lauzon, on peut apercevoir le jardin de sculptures du MoMA. C’est sur ce décor très new-yorkais que Line Ouellet, la directrice du MNBAQ, présentait, à un parterre de journalistes locaux, le nouveau pavillon Lassonde, à être inauguré le 24 juin.

«L’hommage à Rosa Luxembourg, de Jean-Paul

Riopelle, leur disait-elle, fait 14 mètres de long et sera placé dans le corridor souterrain. Ce corridor n’est pas qu’un lieu de passage entre les vieux bâtiments et le nouveau, il sera la destination.»

Dans l’auditoire s’entremêlaient des plumes du *New York Times*, du *Wall Street Journal*, de *The Economist*, mais aussi de médias spécialisés en architecture, en tourisme, en design.

Une telle soirée a été possible parce que le pavillon de 103, 4 millions a été conçu par OMA, l’agence du starchitecte néerlandais Rem Koolhaas. Un concours international avait mené en 2010 au choix du projet du bureau new-yorkais d’OMA, dirigé par le Japonais Shoei Shigematsu.

«Ce fut un concours presque trop dur, admettait Shigematsu, sourire en coin. La clé [de no-

tre succès] aura été de montrer qu’il ne s’agit pas seulement d’un agrandissement de musée. Le parc et la ville s’agrandissent aussi.»

Permettre de rêver

Pour Jean-Pierre Dion, directeur des services culturels à la Délégation du Québec, ce projet architectural «unique» permet de rêver. «On ne s’invite pas à New York, New York décide si vous êtes intéressant, dit-il. Le musée a eu du pif. Shoei Shigematsu est un architecte qui monte. Le musée Met’s vient de le choisir pour qu’il transforme une de ses salles [l’expo de costumes Manus x Machina]. Soyons fiers de ça», dit-il.

Line Ouellet ne s’en cache pas: le MNBAQ mise sur la réputation d’OMA pour faire parler du Québec. «On veut une couverture internationale, c’est très clair, disait-elle, en entrevue. On commence le bouche-à-oreille, on fait tourner la roue. Mais avoir la couverture internationale, c’était l’objectif en faisant un concours international.»

«On a consulté nos collègues à l’étranger qui ont ouvert des musées récemment, le Whitney, le New Cooper Hewitt, le Rijkmuseum, poursuivait-elle. Dans leur stratégie, l’idée est de réseauter au maximum pour attirer des clientèles en dehors de leur propre population.»

Line Ouellet ne veut pas chiffrer ses attentes, mais l’objectif est de dépasser les 275 000 visiteurs annuels, notamment par un taux plus

grand que les 2% actuels qui proviennent de l’étranger. Le temps dira si l’effet OMA se concrétisera, mais la rencontre plutôt décontractée de mardi semble avoir donné une première réponse positive.

Accueil prudent

Les convives interpellés n’étaient pas prêts à se prononcer sur la qualité du programme architectural sans l’avoir réellement expérimenté. Dan Rubinstein, éditeur à *Departures*, un «magazine de luxe dédié au meilleur du voyage», estime cependant que ce projet gagne à être connu par ses lecteurs.

Josephine Minutillo, rédactrice principale à *Architectural Record*, qualifie pour le moment le projet de superbe («smart»), «parce que c’est une superbe firme, une des cinq meilleures au monde». Elle assure avoir en tête un séjour à Québec tôt en juin pour publier dès juillet, «avec un peu de chance».

David G. Imber, de *Brutus Casa*, une publication en japonais consacrée au design, a des souvenirs d’enfance de Québec et est très impatient de voir comment l’édifice transformera la ville. Il le compare d’emblée à l’agrandissement du Nelson-Atkins Museum of Art, à Kansas City, signé par l’architecte Steven Holl. «Le musée était aussi un vieux bâtiment beaux-arts, dit-il. Holl a réussi à lui donner un visage contemporain. C’est un peu la même manière de penser.»

Pour Québec, le pavillon Lassonde sera un «produit phare», selon les termes de Line Ouellet. Pour l’antenne new-yorkaise d’OMA, l’édifice a déjà été sa planche de salut. Sans ce premier bâtiment réalisé en dehors des États-Unis ou du Japon, le bureau fermait. «Avec la crise de 2008, on n’avait plus rien, dit Jason Long, premier architecte après Shoei Shigematsu. Je ne sais pas où je serais si on n’avait pas gagné le concours.»

Le 24 juin, assure-t-il, il sera à Québec.

Collaborateur
Le Devoir

Notre journaliste a séjourné à New York à l’invitation du Musée national des beaux-arts du Québec.



© OMA

Représentation de la façade du nouveau pavillon

CANAUx	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit
SRC	Le Téléjournal 18 h		Des squelettes	Les pêcheurs	Prière de ne pas		Les échangistes		Le Téléjournal		Entrée principale		
TVA	17h55 TVANou.	Le Tricheur	Les Gags	VLOG	LE JOURNAL D'UNE PRINCESSE 2: LES FIANÇAILLES ROYALES				TVA nouvelles	22h35 Denis Lévesque	23h35 Signé M	0h05 JOHN Q	
TQ	Les Argonautes	Génial! / Gildor Roy		Cuisine futée,	Les grands documentaires	CHE (2008) avec Carlos Bardem	Demian Bichir,				23h25 Les francs-tireurs		
V	Atomes	Souper parfait	Atlantis / Le jour des morts		SOUS HAUTE PROTECTION (2009) Steven Seagal.		Un gars le soir		Duo		Tic Tac Show	Appelez	
RDI	Le National	RDI économie	24/60		Grands reportages / Jour zéro	Le Téléjournal	RDI économie	Le National	24/60			Grands rep.	
TV5	17h50 Champi..	Journal FR	Instinct Sauvage		Des racines et des ailes		Parconaute / Enfance perpétuée		TV5 le journal	23h40 Thalassa			
D	Enchères	Enchères	Grand Rire de Québec		Chroniques paranormales	Les secrets de la Bible	Enfants tueurs		Grand Rire de Québec		Comédie Club		
VIE	Pro du patio	Été Joël	Quel âge	12 travaux	S.O.S. Mamies	Maigrir ou mourir / Jackie	Vendre ou rénover?		Pro sur mesure / Déco Top		Normal?		
MX	Taxi payant	Taxi payant	Séduction	L'index québécois	Les années / Yvon Deschamps	Souper parfait / Souper parfait	LES VIOLONS DU COEUR (1999)		avec Gloria Estefan, Meryl Streep, Aidan Quinn.				
VRAB.TV	Les testeurs	Vrak Attak	3 célibataires	Big Bang	Filles tauchées	New Girl	Code F.	Big Bang	Projet haute couture	Code F.	Med	Hors d'ondes	
RDS	17h00 Le 5 à 7	Hockey 360°	Nos athlètes	Images/sec.	24CH	IIHF Hockey - Championnat mondial des moins de 18 ans (D)			L'antichambre (D)		Arts martiaux		
HISTORIA	Homme de toi	Fièvre encans	Chasseurs	Rois scrap	Fous bolides	Fous bolides	Bing Bang	L'encan	Beautés d'acier	Beautés d'acier	Prêt au combat / Achète, retape	Trace momies	
ARTV	Les belles histoires	Toi et moi	Catherine		IncroyableExpérience		Outlander / Le château de Leoch	Féminin	Ça fait un bye	CAPOTE (V.F.) (2005) Philip Seymour Hoffman.			
EXPLORA	Le mystère des criquets	S'aime chien	Méd ailleurs		Planète Terre		Le monde de demain	Idées de génie	Ils ont fait l'Amérique	Coeur abysses			
SERIES+	Castle		Les mystères de Laura		Une femme exemplaire		Scandale / Cours!	Crimes majeurs / Les proies	Madame la Secrétaire d'Etat	Hawaii 5-0			
ZTELE	Frères Béquet	Pros du ticket	Seuls et tout nu		Le mobile du crime		Killjoys / Ami ou ennemi?	Danseuses	Ça passe	Prêt sur gage	Classé XXX	Bêtes charme	
C. SAVOIR	Archi branchés	Les cinq sages	CodeChasten	Encore plus	Autochtones disparue		Indus, trésors du fleuve sacré	L'Arctique			Quartier Latin		
ÉVASION	Bagages	Sable	Sur le pouce		Benoit à la plage		Voyage luxe	Voyage luxe	Trip Flip	Trip Flip	Les routes mythiques	D. Monstre	
TFO	PetzClub	ClubCinq	Subito texto	Boum, canon	Flip	TF024.7/#ONfr		22h50 Altitude	TF024.7/#ONfr	Boum, canon	Flip		
Cinépop	Cinéma	18h50 L'OEIL	DE FEU (1995) avec Sean Bean, Izabella Scorupco, Pierce Brosnan.		LA HORDE SAUVAGE (1969) avec Ernest Borgnine, Robert Ryan, William Holden.		23h25 LA MER DE SALTON						
SEcran	17h05 LA FACE CACHEE DE...		18h55 HUNGER GAMES: LA REVOLTE - PARTIE 1 (2014)		CINQUANTE NUANCES DE GREY (2015) Dakota Johnson.		23h05 LES POUVOIRS DE LA PRIERE (2015)						
Planète	Rêver le futur	Visite Guidée			Indus, l'avion unique		Enquête dans les coulisses d'un supermarché	R.I.P. Recherches					
MATV	Libre-service	Montréalité	Billboard	Studio direct	CityLife		StartLine	Living 2 gether	Catherine et Laurent	Studio direct	Génération Z	Libre-service	
CBC	CBCNews	Coronation St.	LNH Hockey / Détroit vs Tampa Bay (D)						CBC News: The National	CBCNews	Coronation St.	Rick Mercer	
CTV	CTV News Montreal	Grey's Anatomy / Trigger Happy	The Big Bang	Odd Couple	DC's Legends of Tomorrow		The Catch / The Laragan Gambit	Game of Silence / Hurricane Gil	Global News	23h35 Stephen Colbert			
GBL	17h30 News	Global National	E.T. Canada	Ent. Tonight	Big Brother Canada		Scandal / Till Death Do Us Part	Mom	2 Broke Girls				
ABC	News at 6	World News	Local 22 News	Inside Edition	Grey's Anatomy / Trigger Happy		The Big Bang	Odd Couple	Strong / Don't Give Up the Fight	The Blacklist / Cape May			
CBS	Channel 3 News at Six	Evening News	Ent. Tonight		Craft in America / Music		Call the Midwife	Masterpiece Mystery!		Antiques Rd	World News	Charlie Rose	
NBC	NC5 at 6 p.m.	NBC News	Jeopardy!	Wheel Fortune	Poets Craft	Poets Craft			Capitaine Alatriste	Rebut global	Goût du pays	Pense vite!	Six pieds
PBS (33)	PBS NewsHour		Wendell Pierce.	Last Week	Silicon Valley	Silicon Valley			Game of Thrones / Hardhome	22h05 Game of Thrones	La côte ouest	Pense vite!	Six pieds
AddikTV	Continuum / Seconde écoute		Les passages de l'espoir		Les enquêtes de Murdoch				LE RETOUR DE LA MOMIE (2001)	avec Rachel Weisz, Brendan Fraser.			
TVA Sports	17h00 Destination Coupe		LNH Hockey / Pit/N.Y. R. (D)						LNH Hockey / Chicago vs St. Louis (D)				
04/21	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit

À LA TÉLÉ

Nos choix ce soir

VISITE CHEZ LES MOHAWKS

Ayant développé une complicité avec les membres des communautés d'Akwesasne et de Kahnawake, le documentariste Jeff Dorn présente une image différente de la vie des Mohawks et de leur commerce du tabac.

Marchands de fumée, Télé-Québec, 20 h

FAILLE INFORMATIQUE

Bien que vous protégiez votre ordinateur par un logiciel antivirus dernier cri, celui-ci n'est pas à l'abri des cyberpirates qui profitent d'un trou de sécurité confidentiel afin de prendre d'assaut votre ordinateur. Pas rassurant, n'est-ce pas?

Jour zéro, ICI RDI, 20 h

VIE ET MORT D'UN REBELLE

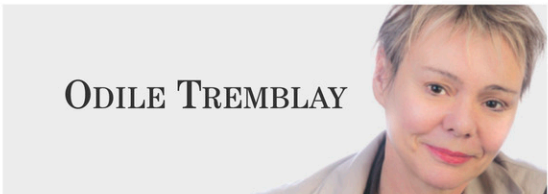
Au sommet de sa gloire, Che Guevara (excellent Benicio Del Toro) disparaît en Bolivie afin de préparer la grande révolution latino-américaine. Suite et fin de cet éblouissant diptyque de Steven Soderbergh mettant également en vedette Rodrigo Santoro et Demian Bichir dans les rôles de Raul et Fidel Castro.

Che. 2^e partie – Guerilla, Télé-Québec, 21 h

Manon Dumais

CULTURE

Par la pinède et par la voix



ODILE TREMBLAY

Dimanche dernier, en promenade à Oka, j’ai arpenté le vieux cimetière mohawk de la pinède, cadre des affrontements de 1990 entre l’armée et les forces rouges.

Certains lieux dégagent une énergie troublante. Celui-là, dans sa lumière de fin d’après-midi, avec ses tumulus, ses allées de guingois, ses monuments aux guerriers, aux anciens élèves des pensionnats autochtones, avec aussi les objets fétiches des défunts, parfois des drapeaux warriors, posés sur leurs tombes, émanait un charme étrange, une souffrance et une force enfouies. Des esprits l’habitaient, on aimait le croire. Autant les saluer, chemin faisant.

Au jeune garde-barrière du parc d’Oka, ni la pinède ni l’été rouge n’évoquaient quoi que ce soit. Pas né sans doute à l’époque où, en ces bois, le caporal Marcel Lemay trouvait la mort, où Lasagne affrontait du regard un jeune soldat, où les tensions entre les communautés mohawks et francophones culminaient à Kanasatake comme ailleurs. Moi qui croyais la crise d’Oka passée à notre histoire…

Chez les autochtones, elle l’est, du moins. Chacun en pensera ce qu’il voudra de notre côté de la barricade, n’empêche que pour une fois, nos gouvernements auront tremblé devant eux. Même les Innus et les Algonquins relevaient alors la tête. Depuis, ils font les journaux. Avant, qui s’intéressait à leur sort ?

Ça ne résout pas leurs problèmes pour autant, mais éclaire une route chaotique restée longtemps dans l’ombre. Ces temps-ci, tout renvoie d’ailleurs au destin des Premières Nations. Autant les pactes de suicide d’enfants et d’adolescents privés de boussoles à Attawapiskat et à Kuujuaq que les hurlements de désespoir venus de Lac-Simon, sur fond de drogue, d’alcool et de morts sanglantes.

Le rappeur algonquin Samian exhorte à raison les jeunes autochtones à secouer les traumatismes pour réinventer la vie et leur avenir. « *Prenez-vous en main* », dit-il.

Mais ça prend du temps à raccommoder, une identité blessée. Le fédéral pourra leur construire des maisons et des centres communautaires ayant de l’allure, c’est à l’âme collective qu’ils ont mal avant tout. Eux, c’est nous au fait. L’identité s’établit sur le partage.

Les choses bougent quand même. Le gouvernement de Justin Trudeau descelle les cordons de sa bourse et prend leur détresse au sérieux, des artistes, des guérisseurs autochtones remontent aux sources. Les Premières Nations ont beaucoup à offrir : leurs liens étroits avec la nature et l’énergie tellurique, une cosmologie, une mémoire, l’art en voie royale de catharsis et d’exploration. On tend l’oreille.

Transe planétaire

La veille de ma balade au cimetière de Kanasatake, j’avais assisté à un spectacle plein d’inspiration et de générosité, dans le cadre de Raotihon : Tsa, Focus sur la création contemporaine des Premières Nations.

Ça s’intitulait *Transcestral : Incantations*. Au café du Monument-National, on prenait place sur de petites chaises, sans cérémonie. Sur scène, la chanteuse métissée Moe Clark était entourée de plusieurs artistes, de toutes origines. Une chanteuse de gorge inuite émerveillait les instrumentistes avec ses sonorités râpeuses. La poétesse Joséphine Bacon, tantôt en innu tantôt en français, démarra la soirée sur des accents lyriques. On retrouvait aussi des musiciens et artistes irakiens, réfugiés, dont un tout nouvel arrivant, doté d’une voix exceptionnelle, qui avait appris des mots en langue crie aux répétitions, avant l’anglais ou le français.

Le spectacle créait une sorte de transe, accompagnée par la danseuse Leticia Vera. Moe Clark possède une grâce lumineuse et s’inspire des anciens legs pour créer des nouveaux sons. Katia Makdissi-Warren, compositrice attelée aux ponts sonores entre l’Occident et le Moyen-Orient, travaille à ses côtés.

Les musiciens se mettaient au diapason les uns des autres. Et comme ils provenaient de cultures différentes, ça accrochait ici et là. Mais rarement. Tous issus de traditions incantatoires, ils atteignaient en général l’harmonie. Les mélodies répondaient à d’autres mélodies. Les sons de l’oud à ceux d’un clavier, une percussion à l’étrange instrument à tube de Michel Dubeau. La musique venait de loin et du temps présent. On fermait les yeux, bercés par la folle utopie des correspondances universelles.

Cette semaine, j’ai retrouvé la même ouverture d’angle devant l’exposition de photos de Samian, *Enfants de la Terre* à la Place des Arts. Entre l’innocence et la conscience du pire, l’artiste algonquin a capté surtout des regards de personnes âgées ou de jeunes gens à travers le monde : du Maroc, de Cuba, de Nouvelle-Calédonie, du Costa Rica, chez les Innus de Mingan sur la Côte-Nord, etc. Attentif à des visions du réel accrochées à l’instant.

À la fois citoyens du monde et membres des Premières Nations en appel d’air, j’ai imaginé un moment Samian et Moe Clark en outardes criant aux gens du sol que, oui, le printemps s’en vient.

otremblay@ledevoir.com

Lire, écrire, éditer, avec René de Ceccatty

Pour une littérature forte à la 44^e Rencontre internationale des écrivains

GUYLAINE MASSOUTRE

Lire, écrire, éditer. C’est sur ce thème que s’ouvre jeudi la 44^e Rencontre québécoise internationale des écrivains, organisée par l’Académie des lettres, à travers la voix de René de Ceccatty. Il est l’homme de la situation. Éditeur de Marie-Claire Blais comme d’Edouard Louis, avec une œuvre conséquente de romancier, de biographe et d’essayiste, il cumule l’expérience d’un traducteur, d’un critique et d’un éditeur. Il défend la littérature comme approfondissement du réel. De Paris, il s’est entretenu avec *Le Devoir* à la veille de sa conférence inaugurale.

« *Quand on est écrivain, il faut se garder une liberté de lecture ; ne pas dépendre de l’actualité littéraire et du système médiatique* », explique celui qui, après avoir écrit au *Monde des livres*, se consacre maintenant exclusivement aux *Lettres françaises*. « *Je veux lire de la littérature classique ou étrangère si j’en ai envie, et de ne pas réfléchir sur des courants actuels. La littérature française actuelle est dépendante d’un système éditorial. La plupart des éditeurs ont été achetés par des groupes qui, comme les groupes américains, recherchent le best-seller. La littérature en pâtit.* »

Son plus récent ouvrage, *Objet d’amour* (Flammarion, 2016), prend place parmi ses écrits italiens. Il y raconte comment Sigalon, peintre français doué, envoyé à Rome pour copier l’extraordinaire *Jugement dernier* de Michel-Ange, aurait pu rencontrer Stendhal, alors consul de France à Civita Vecchia : « *J’ai inventé cette rencontre. Je voulais écrire sur un fragment inachevé de Stendhal, sur*



PHILIPPE MATSAS © FLAMMARION

René de Ceccatty

Tommaso dei Cavalieri, l’amour de Michel-Ange. »

Ce roman, mi-inventé mi-documenté, restitue le milieu des arts, tant français qu’italien, au début du XIX^e siècle, par l’intermédiaire du copiste de chefs-d’œuvre. « *Je connais bien Rome ; j’avais envie de décrire cette ville par le regard de Sigalon, qui crut y sacrifier son art, sa créativité et ses recherches personnelles pour faire de la copie. Je traduis aussi beaucoup de livres italiens. Sigalon est pour moi l’occasion d’approfondir ma connaissance de Michel-Ange en tant que poète. Les son-*

nets de Pasolini, que j’ai traduits, sont très proches de ceux de Michel-Ange. »

La passion des autres

Il y a beaucoup d’objets d’amour dans ce livre. « *Cavalieri et Michel-Ange, la création artistique, la fascination inexprimable pour l’art, tous les objets de fixation monomaniaque fonctionnent comme une aimantation romantique, au singulier, qui concentre l’attention dont on attend la révélation. Cigalon constitue une œuvre avec la même attention qu’un homme amoureux. Un copiste est très proche d’un traducteur.* »

POLITIQUE CULTURELLE

Le ministre malade, les audiences sont reportées

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Les audiences sur le renouvellement de la politique culturelle du gouvernement québécois sont reportées de quelques semaines, le temps que le ministre Luc Fortin se rétablisse du virus qui le terrasse.

Le gouvernement a annoncé en fin de journée que les séances publiques prévues à Sherbrooke (vendredi), Victoriaville (lundi) et Montréal (2 et 3 mai) seront reprises plus tard. Pour le moment, il est prévu que la vaste consultation débute le 9 mai, à Baie-Comeau.

Le premier ministre Couillard a annoncé la semaine dernière que le ministre Fortin (nommé à la Culture en février lors du remaniement provoqué par le cancer de Pierre Moreau) doit se retirer « *pour des raisons médicales* » — et cela pour une durée indéterminée. La prédécesseure de M. Fortin, Hélène David, a été chargée de reprendre le dossier de la Culture en attendant le retour du député de Sherbrooke.

Le chantier du renouvellement de la politique culturelle avait d’ailleurs été dévoilé par M^{me} David quelques jours avant le remaniement. Hélène David parle de ce projet depuis l’élection des libéraux en 2014, et elle le présentait comme son « *legs* » personnel au milieu et au ministère.

Selon plusieurs sources, son départ a déçu une partie du milieu culturel, d’autant qu’il survenait à la veille du lancement d’un processus attendu depuis longtemps. La politique culturelle du gouvernement a en effet été adoptée en 1992, dans une ère prénumérique aux paramètres de production et de consommation de la culture passablement différents de ceux d’aujourd’hui.

Le porte-parole de Luc Fortin indiquait au *Devoir* mardi que le ministre pensait initialement participer à toutes les audiences publiques, qui s’étireront jusqu’à la fin du mois d’août.

Québec désire actualiser la politique de 1992 tout en préservant ses « *acquis les plus significatifs* », qui ont permis le « *développement de l’action culturelle gouvernementale* ». C’est dans la foulée de l’adoption de cette politique qu’ont été créés le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) et la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Dans ses documents de présentation des audiences, le gouvernement évoque la création de ces deux instances comme exemple probant des vertus de la politique. Le positionnement de la culture comme préoccupation dans toute l’action gouvernementale et la reconnaissance du français comme vecteur d’affirmation identitaire sont aussi cités en exemple.

PAPIER
16

FOIRE D'ART
CONTEMPORAIN
D'ŒUVRES
SUR PAPIER

CONTEMPORARY
ART FAIR
OF WORKS
ON PAPER

22 – 24 avril 2016

Hangar 16 – Quai de l’Horloge
Vieux-Port de Montréal
papiermontreal.com

Présenté par

BANQUE
NATIONALE
GESTION PRIVÉE 1859

Partenaires majeurs

Montréal TOURISME /
MONTREAL ROLLAND CANADIANART LE DEVOIR

Le Devoir